



2013 RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Commune de Saint Avé

*« Une année de performance et de gestion durable
de votre service public de l'assainissement »*

Conforme au décret 2005-236 du 14 mars 2005

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20140703-20147125-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/07/2014

Publication : 09/07/2014

Le Maire,
Anne GALLO



Gestion du document	Auteur	Date
Validation	TOUCHAI David	30/05/2014

2013



SYNTHESE DU RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - COMMUNE(S) DESSERVIE(S) SAINT AVE

LES CHIFFRES DU SERVICE

8 919	4 517	2	13 600	77	620 589
Habitants desservis	Abonnés (clients)	Installation(s) de dépollution	Capacité de dépollution (EH)	Longueur de réseau (km)	Volume traité (m ³)

L'essentiel de l'année 2013

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

1. Le nombre d'usager raccordé est en augmentation de 9.2% et s'établit à 4 517 au 31/12/2013.
2. Le volume assujetti augmente de 4.2 %, il est de 415 698 m³.
3. Le volume rejeté par usager est de 92 m³.
4. 118 contrôles de conformité ont été réalisés
5. Etude avec Setur sur l'évolution du système global d'assainissement de la commune

TRAVAUX A PREVOIR A COURT OU MOYEN TERME

1. Mettre en place un dégrilleur en amont de la station d'épuration de Lesvellec.
2. Etendre le diagnostic permanent sur l'ensemble du réseau.
3. Réalisation d'une plateforme de retournement à Lesvellec, pour permettre l'approvisionnement en réactif. Le camion devant sortir sur la route en marche arrière (problème de sécurité).

INSUFFISANCES A AMELIORER

1. Mise en place d'un canal de mesure sur la surverse du poste de relèvement de la station de Lesvellec.
2. Refaire l'étanchéité du bassin tampon de la station de Beauregard.

Indicateurs du service

L'ACTIVITE CLIENTELE		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de communes desservies	Délégataire	1
[D201.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	8 919
	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	4 517
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	4 517
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire	
	Assiette totale de la redevance	Délégataire	415 698 m ³
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	415 698 m ³
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	m ³
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	5
QUALITE DU SERVICE A L'USAGER		PRODUCTEUR	VALEUR
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	0,11 u/1 000 habitants
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,00 u/1 000 abonnés
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	%
[P207.0]	Abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
	- Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
	- Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	
PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT		PRODUCTEUR	VALEUR
[D204.0]	Prix TTC par m ³ pour 120 m ³ (assainissement seul)	Délégataire	1,77 Euro/m ³
COLLECTE DES EAUX USEES		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	21
	Longueur de canalisation curée de façon préventive	Délégataire	3 156 ml
LA DEPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	574 511 m ³
	Charge moyenne annuelle entrante en DBO ₅	Délégataire	469 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	7 810 eh
	Volume traité	Délégataire	620 589 m ³
L'EVACUATION DES BOUES ET DES DECHETS		PRODUCTEUR	VALEUR
[P203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	45,1 t MS
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	53,5 t
	Masse de sables évacués	Délégataire	0,0 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	18,0 m ³

LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE		PRODUCTEUR	VALEUR
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents	Police de l'eau	
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	50
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	100,0 %
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau	100,00
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)	Délégataire	100
	Conformité réglementaire des rejets (directive européenne)	Délégataire	100
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	100 %
[P301.3]	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	Délégataire	
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	3 754
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	0
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	100
	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	77 069 ml
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte	Délégataire	70
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	0,00 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	0,35
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	23
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	2
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	13 600 eh
LA SATISFACTION DES USAGERS ET L'ACCES A L'EAU		PRODUCTEUR	VALEUR
	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	Mesure statistique d'entreprise
	Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	86,28
	Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	
	Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement	Délégataire	
LES CERTIFICATS		PRODUCTEUR	VALEUR
	Obtention de la certification ISO 9001	Délégataire	Certification obtenue par l'exploitant
	Obtention de la certification ISO 14001 (usine)	Délégataire	0 usine(s)
	Obtention de la certification ISO 14001 (réseau)	Délégataire	Non
	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Délégataire	Oui

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 22 juin 2007

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Rendements épuratoires par système de traitement

UDEP DE BEAUREGARD	Producteur	Valeur
Rendement moyen annuel en DCO	Délégataire	96 %
Rendement moyen annuel en DBO5	Délégataire	99 %
Rendement moyen annuel en MES	Délégataire	98 %
UDEP DE LESVELLEC	Producteur	Valeur
Rendement moyen annuel en DCO	Délégataire	94 %
Rendement moyen annuel en DBO5	Délégataire	99 %
Rendement moyen annuel en MES	Délégataire	97 %

Une organisation tournée vers les Clients



Votre lieu d'accueil

Toutes vos démarches sans vous déplacer

***Pour toutes les questions relatives aux abonnements contactez-nous
du lundi au vendredi de 8h à 18h au 0 969 323 529.***

Les abonnés peuvent également déposer directement leur relevé de consommation d'eau sur un serveur vocal au **0 969 367 226** (services disponibles 24h/24, 365 jours par an).

Votre service client en ligne est accessible :

- ◆ www.veoliaeau.fr
- ◆ sur votre smartphone via nos applications Android et Apple
« Service.Client »



Vos urgences 7 jours sur 7, 24h sur 24

Pour tout débordement, obstruction, incident ou fait anormal, touchant le réseau, un branchement, un poste de relèvement ou une usine de dépollution, nous intervenons jour et nuit.

Un seul numéro : 0 969 323 529

L'Editorial



VEOLIA Eau France - Rapport annuel du délégataire 2013

Editorial de Monsieur Alain Franchi

Ancrée dans l'histoire collective de notre entreprise, la Compagnie Générale des Eaux signait son premier contrat il y a 160 ans. VEOLIA Eau a su innover et s'adapter pour accompagner au mieux les évolutions de la société et surtout répondre aux besoins de ses clients.

Partenaire de votre territoire, VEOLIA Eau s'engage auprès de vous et de vos services techniques pour améliorer la performance du service public de l'assainissement. Notre engagement est de vous apporter chaque jour notre savoir-faire et notre expertise opérationnelle tout en s'adaptant à vos attentes et vos enjeux.

Le Rapport Annuel du Délégué que j'ai le plaisir de vous adresser vous présente les différentes composantes techniques, économiques et environnementales de la gestion de votre service par VEOLIA Eau. Il constitue un outil de synthèse essentiel qui vous apporte toute la transparence sur la gestion et la performance de votre service.

Notre entreprise s'est engagée dans une profonde transformation destinée à nous rendre plus performants, plus réactifs et mieux organisés, pour *in fine* vous rendre en permanence le meilleur service possible, au meilleur coût.

Au sein de cette transformation, le maillage territorial occupe une place essentielle. La nouvelle organisation que nous souhaitons mettre en place pour VEOLIA Eau aura vocation à rapprocher nos collaborateurs de nos clients : en un mot, des compétences et des expertises plus proches de vous.

En effet, VEOLIA Eau est avant tout une entreprise responsable de la gestion d'un Service Public. Inscrite au cœur des projets de développement des territoires dans lesquels elle agit, elle fait de la proximité une valeur majeure et de l'innovation un enjeu à partager avec vous.

Vous serez bien évidemment informés en détail de cette nouvelle étape de transformation de VEOLIA Eau, qui se fera dans le respect du dialogue social.

Soyez assurés que, chaque jour, nous veillons à respecter et renforcer les engagements que nous avons pris dans le cadre du contrat qui nous lie et nous avons à cœur de conserver votre confiance dans nos équipes.

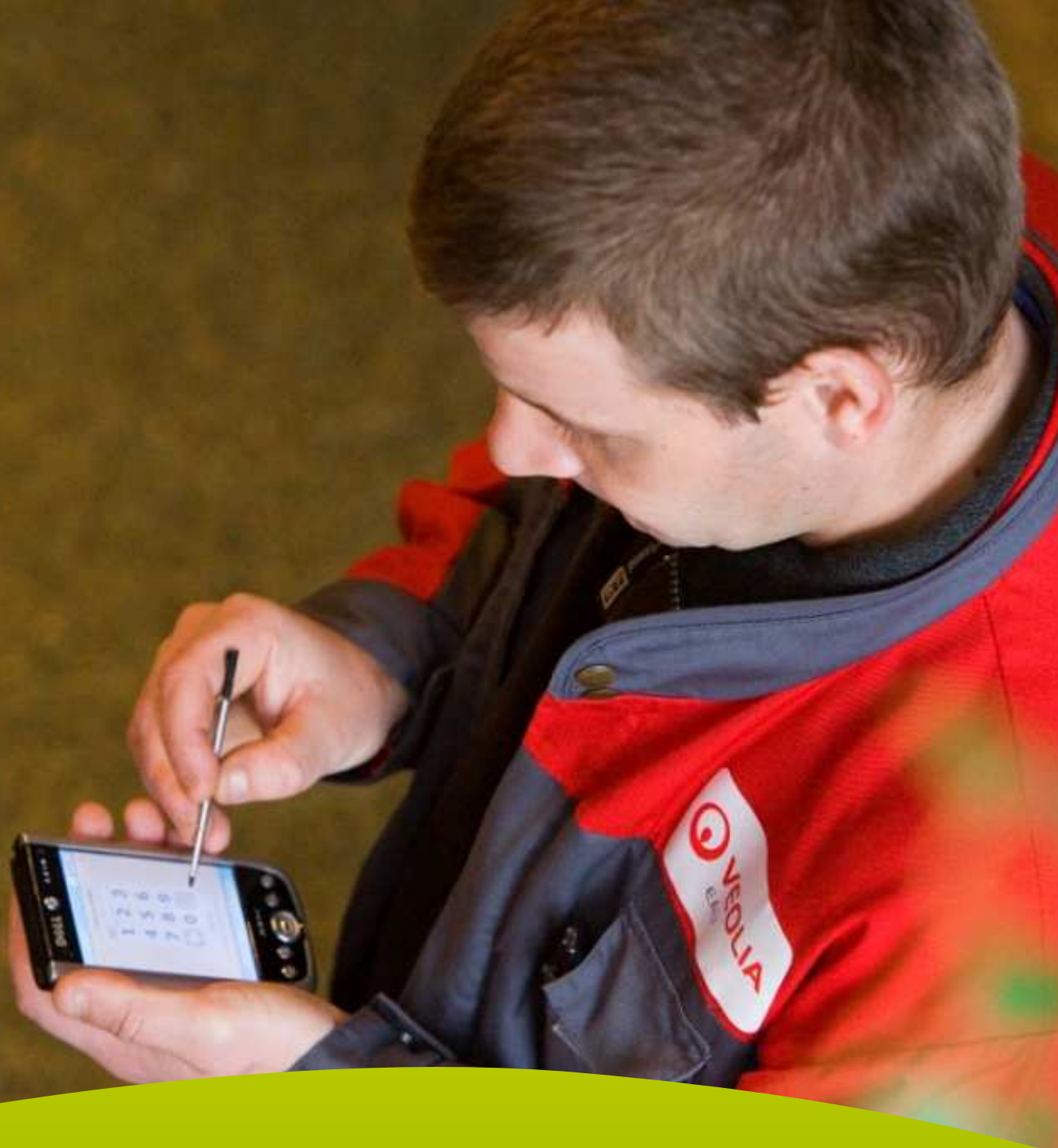
Vos interlocuteurs privilégiés sont à votre disposition pour venir vous présenter en détails le bilan annuel de votre contrat.

Alain Franchi
Directeur Général de VEOLIA Eau France

SOMMAIRE

1. L'ESSENTIEL	13
1.1. Le contrat	14
1.2. Les chiffres clés et faits marquants	15
2. LA QUALITE DU SERVICE	17
2.1. Les moyens mobilisés	18
2.2. Le patrimoine du service	21
2.3. La performance et l'efficacité opérationnelle	31
2.4. Les services aux clients	43
3. LA VALORISATION DES RESSOURCES	47
3.1. La protection du milieu naturel	48
3.2. L'énergie et les réactifs	49
3.3. La valorisation des boues et des sous-produits	50
4. LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	53
4.1. Le prix du service public de l'assainissement collectif	54
4.2. L'accès aux services essentiels	55
4.3. Les engagements sociaux et environnementaux	56
5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE	57
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)	59
5.2. Le patrimoine du service	61
5.3. Les investissements et le renouvellement	62
5.4. Les engagements à incidence financière	63
6. ANNEXES	67
6.1. Le synoptique du réseau	68
6.2. Le bilan énergétique du patrimoine	69
6.3. Le bilan de conformité détaillé par usine	72
6.4. Annexes financières	85
6.5. Les nouveaux textes réglementaires	93
6.6. Glossaire	97
6.7. Autres annexes	103





1.

L'ESSENTIEL

1.1. Le contrat

- **Délégataire :** VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- **Périmètre du service :** SAINT AVE
- **Numéro du contrat :** D3781
- **Nature du contrat :** Affermage
- **Prestations du contrat :** Dépollution, Gestion clientèle, Refoulement, relèvement, Collecte des eaux usées

→ **Durée du contrat**

Date de début : 01/01/2007

Date de fin : 31/12/2015

→ **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	26/02/2008	Nouvelle rémunération relative à l'exploitation d'un nouveau poste de relèvement (PR du Porlair)

→ **Les engagements vis-à-vis des tiers**

VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume les engagements suivants d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers :

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
déversement effluent	britexa	Britexa
déversement effluent	C.H.S. Conv dévers	C.H.S. St Avé
déversement effluent	MEUCON	Déversement d'effluent vers la Commune de Meucon
déversement effluent	Meucon	BERVAL- St Avé
déversement effluent	Société Pasquier	CSD Sté Pasquier/St Avé
déversement effluent	VANNES	Déversement d'effluent vers la Ville de Vannes

1.2. Les chiffres clés et faits marquants

1.2.1. LES CHIFFRES CLES

8 919 habitants desservis¹ [D201.0]

19 clients raccordés

2 usine(s) de dépollution d'une capacité totale de 13 600 équivalents habitants.

23 poste(s) de relèvement

77 km de canalisations constituant le réseau de collecte des eaux usées, des eaux pluviales, hors branchements

¹ Nombre d'habitants desservis total communiqué par la Collectivité, ou à défaut estimation avec base de calcul conforme au décret n° 2008-1477 du 30/12/2008 à partir de l'exercice 2009 (cf. définition dans le glossaire du présent document)



2.

**LA QUALITE
DU SERVICE**

2.1. Les moyens mobilisés

2.1.1. LE SERVICE

VEOLIA Eau mobilise des moyens nationaux, régionaux et locaux pour vous apporter toute son expertise et garantir une haute performance de service.

→ *Les fonctions support : des services experts*

Chaque Direction Régionale de VEOLIA Eau dispose de services experts dans les domaines de :

- ◆ la clientèle
- ◆ la maîtrise technique et l'aide à l'exploitation
- ◆ la qualité, la sécurité et l'environnement
- ◆ les ressources humaines et la formation
- ◆ la finance
- ◆ l'informatique technique et de gestion
- ◆ la communication
- ◆ la veille juridique et réglementaire.

Garante de la bonne exécution des contrats de gestion déléguée, la Direction Régionale, en lien avec la Direction Nationale, détermine les orientations et les objectifs de performance durable et veille au renforcement de la compétitivité de l'entreprise tout en améliorant la qualité du service afin de mieux répondre aux attentes des collectivités locales et de leurs habitants.

→ *L'organisation locale : mettre nos compétences au plus près du terrain*

En 2012 VEOLIA Eau a développé une nouvelle vision métier en organisant ses compétences au plus près du terrain.

Trois filières métiers ont été créées :

- ◆ une filière exploitation structurée autour de services réseaux et usines, eau et assainissement,
- ◆ une filière dédiée à la clientèle,
- ◆ une filière développement en charge de la mise au point de nouvelles offres.

Afin de renforcer la proximité avec ses clients VEOLIA Eau a créé une fonction de Responsable de Contrat. Chaque collectivité dispose ainsi d'un interlocuteur dédié.

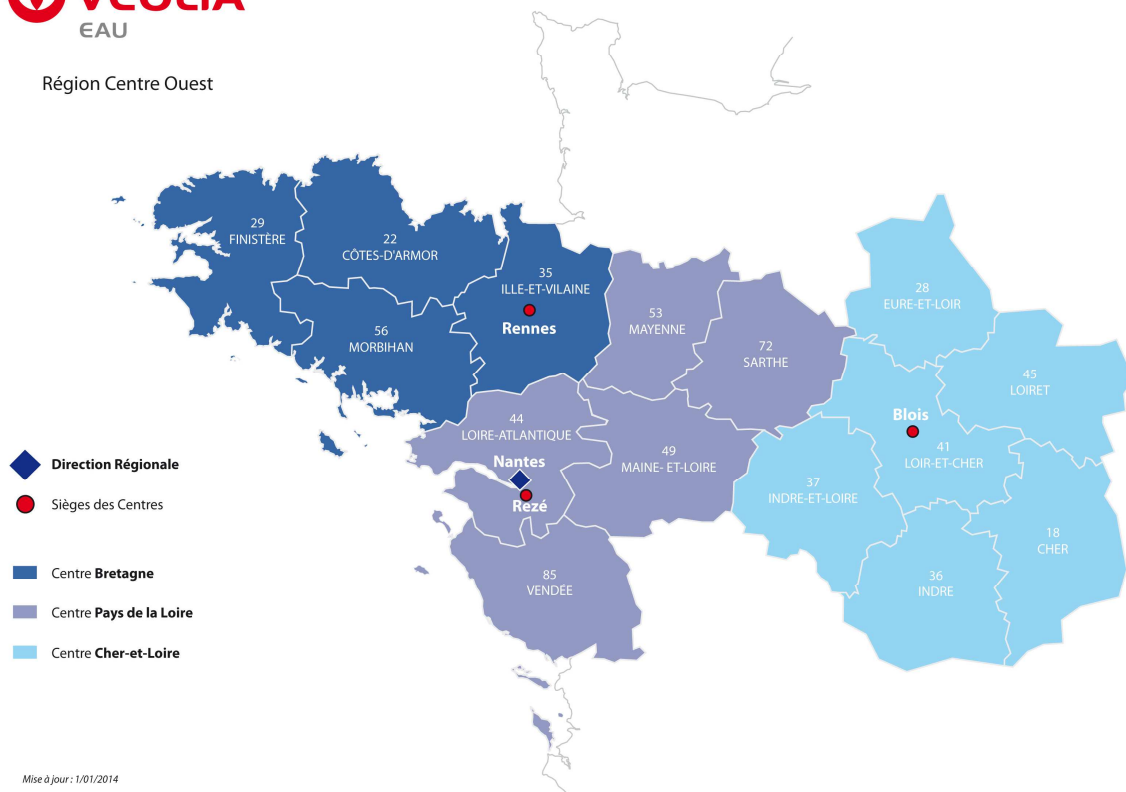
2.1.2. L'ORGANISATION LOCALE

→ *La région Centre-Ouest en quelques chiffres :*

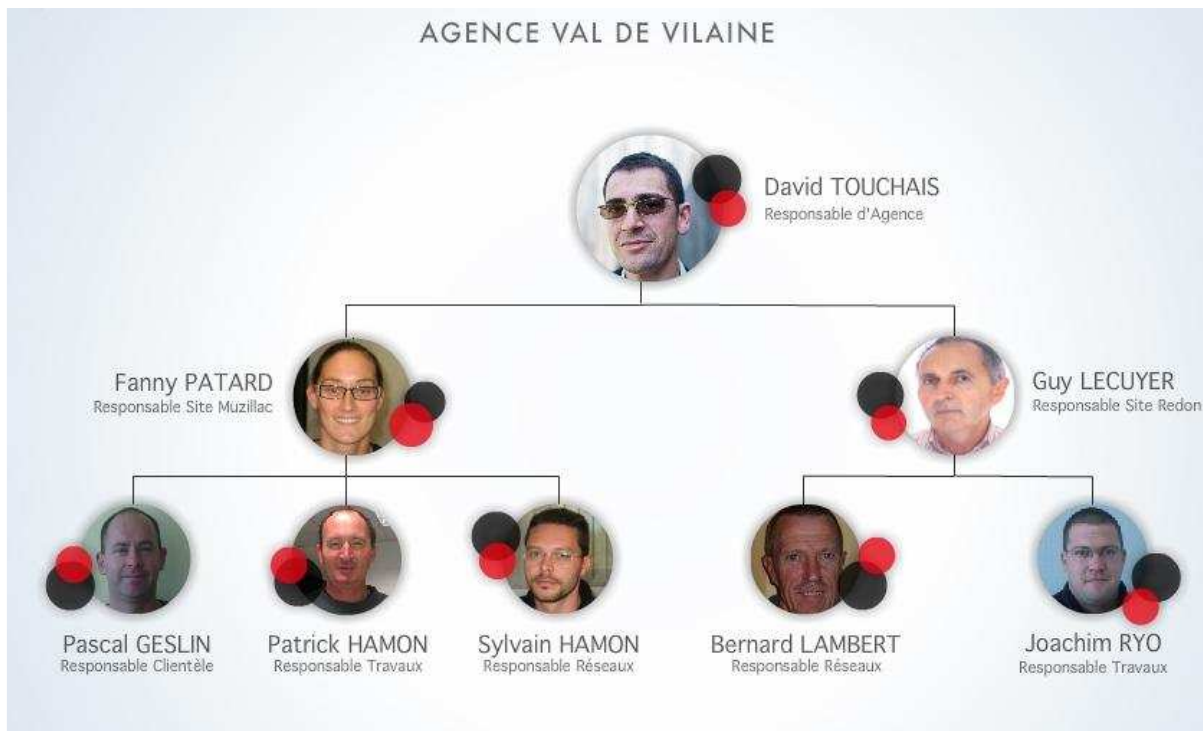
- ◆ 2 000 salariés
- ◆ 700 contrats de délégation de services publics
- ◆ 1 Centre d'Analyses Environnementales (CAE)



Région Centre Ouest



→ *L'Agence Val de Vilaine*



2.1.3. L'ORGANISATION DE L'ASTREINTE

Le service d'astreinte peut être mobilisé sur simple appel au Centre Service Clients. A ce numéro, 7 jours/7 et 24h/24, un interlocuteur est à votre disposition pour prendre en charge toute demande d'intervention ou pour vous renseigner sur la nature et la localisation des incidents en cours de traitement sur votre commune.

2.2. Le patrimoine du service

2.2.1. L'INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE

Le patrimoine de la collectivité, géré dans le cadre du service de l'assainissement confié à VEOLIA Eau est composé :

- ◆ des usines de traitement
- ◆ des ouvrages de transfert
- ◆ des postes de relèvement
- ◆ des réseaux de collecte
- ◆ des branchements

→ Les installations de traitement et ouvrages de collecte

Usines de dépollution	Capacité épuration en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)	Qualification
UDEP DE BEAUREGARD	420	7 000	870	Bien de retour
UDEP DE LESVELLEC	396	6 600	1 000	Bien de retour
Capacité totale :	816	13 600	1 870	

Capacité épuration en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Poste de relèvement / refoulement	type	Débit des pompes (m3/h)	Qualification
PR DE BEAU SOLEIL	Relèvement	8	Bien de retour
PR DE BERVALL	Relèvement	36	Bien de retour
PR DE CATRIC	Relèvement	25	Bien de retour
PR DE KERLIS	Relèvement	11	Bien de retour
PR DE KERMELIN	Relèvement	54	Bien de retour
PR DE KEROLET	Relèvement	8	Bien de retour
PR DE KEROZER	Relèvement	18	Bien de retour
PR DE LA BRIQUETTERIE	Relèvement	19	Bien de retour
PR DE LAN MENN	Relèvement	30	Bien de retour
PR DE LISCUIT	Relèvement	28	Bien de retour
PR DE PARC LANN	Relèvement	20	Bien de retour
PR DE PETIT RULLIAC	Relèvement	20	Bien de retour
PR DE PLAISANCE	Relèvement	19	Bien de retour
PR DES TROIS ROIS	Relèvement	18	Bien de retour
PR DU POTEAU	Relèvement	27	Bien de retour
PR GOA LISCUIT	Relèvement	9	Bien de retour
PR LE CHAMP DES OISEAUX	Relèvement	20	Bien de retour
PR LE LOC	Relèvement	35	Bien de retour
PR LES PRES DE COETDIGO	Relèvement	35	Bien de retour
PR RUE DE LA GARE	Relèvement	8	Bien de retour
PR ZA ST THEBAUD	Relèvement	21	Bien de retour
PR ZAC OUEST	Relèvement	70	Bien de retour
PR_LE PORLAIR	Relèvement	15	Bien de retour

→ Les équipements du réseau

Equipements de réseau		Qualification
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	0	Bien de retour
Nombre de regards	1 750	Bien de retour
Nombre de déversoirs d'orage	0	Bien de retour

→ Les réseaux de collecte

A compter de 2012, les linéaires de canalisations sont systématiquement extraits du SIG (Système d'information Géographique) de VEOLIA Eau. Cela peut expliquer l'évolution constatée.

Canalisations		Qualification
Canalisations gravitaires (ml)	64 319	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	64 319	Bien de retour
Canalisations de refoulement (ml)	12 750	Bien de retour
dont eaux usées (séparatif)	12 750	Bien de retour

→ Les branchements en domaine public

Branchements		Qualification
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	3 754	Bien de retour

2.2.2. LA GESTION PATRIMONIALE

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments..., constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - VEOLIA Eau met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine afin de garantir le maintien en bon état des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

Grâce à des outils de connaissance du patrimoine et à son système d'information géographique, VEOLIA Eau met à jour l'intégralité des données patrimoniales du service. L'analyse de ces données permet à VEOLIA Eau d'apporter à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de l'état de celui-ci. VEOLIA Eau est à même de procéder au bon moment aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités en matière de travaux d'investissement et de renouvellement.

→ Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux et synthèse des opérations réalisées [P202.2]

La loi de Grenelle 2 s'inscrit dans le plan national d'adaptation au changement climatique de 2011.

Obligations réglementaires

Le décret du 27 janvier 2012 précise qu'à l'échéance du 31 décembre 2013, les collectivités doivent avoir établi un descriptif détaillé des réseaux d'eau et d'assainissement.

L'arrêté du 2 décembre 2013 (JO du 19 décembre 2013) assure l'articulation entre l'obligation de réaliser un descriptif détaillé introduite par le décret du 27 janvier 2012 et l'arrêté du 2 mai 2007 sur le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service. Il modifie notamment les critères d'évaluation des

indices de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux en introduisant un nouveau barème de 0 à 120 points (précédent barème sur 100 points).

Ce même arrêté précise qu'il faut que ce nouvel indice atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service dispose d'un descriptif détaillé. D'autre part, cet arrêté stipule que l'atteinte de ce seuil de 40 points (sur 45 attribuables) conditionne l'attribution des points suivants alloués par le barème (entre les cotations 45 et 120 points - effet « palier »).

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale a été calculé conformément à ce nouveau barème. Cette disposition introduit une rupture avec les valeurs des années antérieures de cet indice.

Calculé sur un barème de 120 points, l'indice d'avancement de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eaux usées¹ **[P202.2]** est pour l'année 2013 de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2009	2010	2011	2012	2013
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux					70

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Valeur si pas de seuil	Valeur officielle
ICGPR Existence d'un plan des réseaux	10	10
ICGPR Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
ICGPR Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
ICGPR Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	10	10
ICGPR Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	0	0
ICGPR Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
ICGPR Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
ICGPR Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	0	0
ICGPR Localisation des autres interventions	10	10
ICGPR Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	0	0
ICGPR Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	0	0
Total:	70	70

En conséquence, le service dispose du descriptif détaillé tel qu'exigé par le décret du 27 janvier 2012. Toutefois, un plan d'action pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Ce plan d'action visera à compléter l'inventaire des canalisations par des informations relatives à leur date de pose (à défaut, leur période de pose) et/ou à leur matériau et diamètre. Les modalités d'accès aux informations complémentaire à recueillir, ou la confirmation de celles partiellement disponibles mais sujettes à de fortes incertitudes, seront à définir selon l'historique des informations dont dispose vos services. A titre d'exemple, la période de pose des canalisations peut être indirectement identifiée par le biais des phases successives d'urbanisation du territoire.

Dans le cadre de sa mission de délégataire du service, VEOLIA Eau procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données qu'il aura acquises dans le cadre de ses missions et interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

¹ Le mode de calcul de cet indicateur est décrit dans le glossaire, en annexe du présent rapport.

→ Taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en ajoutant aux valeurs de la 2^{ème} ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau :

	2009	2010	2011	2012	2013
Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)	0,36	0,24		0,49	0,35
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	76 966	76 986	77 297	77 297	77 069
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	1 358	0	0
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0

→ La situation des biens

Type d'installation	Localisation	Fonctionnement	Commentaires
UDEP	BEAUREGARD	INSUFFISANCE	Des infiltrations d'eaux claires apparaissent dans le génie civil du bassin tampon des effluents bruts. Une réparation devient nécessaire afin de maintenir en état l'ouvrage et d'éviter le pompage d'eau claire. Cette fuite explique la différence entre le volume entrant et sortant de l'unité de dépollution.
UDEP	BEAUREGARD	INSUFFISANCE	Sécurisation du traitement par la mise en place d'une détection de voile de boues dans le clarificateur.
UDEP	BEAUREGARD	INSUFFISANCE	Mise en place d'une mesure de débit sur la recirculation des boues pour la fiabilisation du traitement.
UDEP	LESVELLEC	INSUFFISANCE	Sécurisation du traitement par la mise en place d'une détection de voile de boues dans le clarificateur.
UDEP	LESVELLEC	INSUFFISANCE	Mise en place d'une mesure de débit sur la recirculation des boues pour la fiabilisation du traitement.
UDEP	LESVELLEC	INSUFFISANCE	Mise en place d'une couverture de la goulotte du clarificateur en vue de limiter la prolifération des algues et de limiter les risques.
UDEP	LESVELLEC	Prévu en 2013	Mise en place d'une mesure de débit au niveau du trop-plein afin d'être en conformité avec l'arrêté du 22/06/2007.
UDEP	LESVELLEC	Réalisé en 2012	Amélioration du relèvement de tête par la mise en place d'un poste de relèvement avec 2 pompes.

UDEP	LESVELLEC	Réalisé en 2011	Amélioration des prétraitements par la mise en place d'un équipement de tamisage en lieu et place du dégrillage et du dégraissage existant.
POSTE DE RELEVEMENT	LE CHAMP DES OISEAUX	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	GOA LISCUIT	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	PLAISANCE	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	LA BRIQUETTERIE	INSUFFISANCE	Nous avons constaté des infiltrations d'eau parasite dans le poste, celle ci entre dans le poste par l'intermédiaire de joints d'étanchéité défectueux.
POSTE DE RELEVEMENT	LE PETIT RULLIAC	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	BERVAL	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	BEAU SOLEIL	INSUFFISANCE	Nous avons constaté des infiltrations d'eau parasite dans le poste, celle ci entre dans le poste par l'intermédiaire de joints d'étanchéité défectueux.
POSTE DE RELEVEMENT	LE LOC	INSUFFISANCE	Nous avons constaté des infiltrations d'eau parasite dans le poste, celle ci entre dans le poste par l'intermédiaire de joints d'étanchéité défectueux.
POSTE DE RELEVEMENT	KERMELIN	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	LANN MEN	INSUFFISANCE	Ce poste de relèvement n'est pas équipé de télésurveillance, la mise en place de cet équipement, en liaison avec notre installation de télégestion au siège de l'Agence, permettra une exploitation directe des informations (temps de fonctionnement, défauts, astreinte ...)
POSTE DE RELEVEMENT	KEROZER	INSUFFISANCE	En 2002, un camion a roulé sur le poste de relèvement, la dalle de béton s'est déplacée et les trappes se sont déformées. La mise en place d'une protection du poste de relèvement évitera que ce type d'avarie se reproduise.
POSTE DE RELEVEMENT	LISCUIT	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	CATRIC	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	LES PRES DE COETDIGO	INSUFFISANCE	Un traitement des odeurs a été mis en place et a permis d'éviter les plaintes des riverains. Cependant ce procédé nécessite de clôturer l'enceinte afin de protéger l'installation.
POSTE DE RELEVEMENT	LES TROIS ROIS	INSUFFISANCE	Le poste ne dispose pas de barres anti-chute conformément aux préconisations de la CRAM.
POSTE DE RELEVEMENT	KERLIS	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	PARC LANN	SATISFAISANT	

POSTE DE RELEVEMENT	LE POTEAU	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	ZAC OUEST	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	KEROLET	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	LA GARE	SATISFAISANT	
POSTE DE RELEVEMENT	ZA DE SAINT THEBAUD	INSUFFISANCE	Nous avons constaté des infiltrations d'eau parasite dans le poste importantes lors des événements pluvieux.
POSTE DE RELEVEMENT	LE PORLAIR	SATISFAISANT	
RESEAU	COLLECTE	INSUFFISANCE	Aménagement de voirie : les travaux d'aménagement de voirie doivent être précédés d'un contrôle du collecteur principal par caméra. Une information pourrait être donnée aux entreprises, aux artisans qui interviennent dans les lotissements pour respecter les réseaux, éviter les corps étrangers (morceaux d'isolants, cailloux, morceaux de bétons, de bois.... L'ensemble des Inspections télévisées est disponible.
RESEAU	COLLECTE	INSUFFISANCE	Contrôle de raccordement (Neuf, Ventes et enquêtes): En 2013, 118 installations privées ont été contrôlées, 9 installations étaient non-conformes, 3 ont été levées.

2.2.3. L'EXPLOITATION DU PATRIMOINE

La réalité du quotidien de l'exploitation consiste en un ensemble d'actions complexes et coordonnées pour garantir le fonctionnement 24h/24h du service et apporter aux clients une qualité de service irréprochable.

VEOLIA Eau met en œuvre à ce titre deux types d'interventions :

- ◆ des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ◆ des interventions non programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale de ses équipes et qui, avec l'aide de procédures d'intervention parfaitement décrites et expérimentées, permettent en particulier que les interruptions du service restent l'exception.

La réalisation de ces interventions peut conduire à faire appel à des moyens mutualisés et aux équipes régionales et nationales d'experts.

VEOLIA Eau a déployé de nouveaux outils informatiques de maintenance des installations (GAMA) et de gestion des interventions (PICRU) qui viennent en appui des équipes locales pour optimiser les programmes d'intervention.

→ Installations

Poste de relèvement	Exploitation	Curatif	Préventif	Sécurité
PR DE BEAU SOLEIL	2	12	1	3
PR DE BERTVAL	1	2		2
PR DE CATRIC	2	19		2
PR DE KERLIS	1	1		3
PR DE KERMELIN	5	18		1
PR DE KEROLET	6	20		1
PR DE KEROZER	4	9		2
PR DE LA BRIQUETTERIE		3		1
PR DE LAN MENN	2			2
PR DE LISCUIT	2	18	1	2
PR DE PARC LANN		1		2
PR DE PETIT RULLIAC	1			3
PR DE PLAISANCE		3		4
PR DES TROIS ROIS		2		1
PR DU POTEAU		2		3
PR LE CHAMP DES OISEAUX		5		3
PR LE LOC	1			2
PR LES PRES DE COETDIGO	1	2		4
PR RUE DE LA GARE	2	3		1
PR ZA ST THEBAUD	2	26		3
PR ZAC OUEST	2	4		3
PR LE PORLAIR		1		2
Usine de dépollution	Exploitation	Curatif	Préventif	Sécurité
UDEP DE BEAUREGARD	283	33	32	22
UDEP DE LESVELLEC	258	74	22	23

Lieu ou ouvrage

Description

UDEP DE BEAUREGARD

Curage et nettoyage des postes le 20 Août

UDEP DE LESVELLEC

Curage et nettoyage des postes le 20 Août

UDEP DE LESVELLEC

Curage et nettoyage du poste de tête le 07 Août

Lieu ou ouvrage	Description
PR LE CHAMP DES OISEAUX	Curage et nettoyage du poste le 6 août
PR GOA LISCUIT	Curage et nettoyage du poste le 6 août
PR DE PLAISANCE	Curage et nettoyage du poste le 6 août
PR DE LA BRIQUETTERIE	Curage et nettoyage du poste le 6 août
PR DE PETIT RULLIAC	Curage et nettoyage du poste le 3 octobre
PR DE Berval	Curage et nettoyage du poste le 24 juin
PR DE BEAU SOLEIL	Curage et nettoyage du poste le 26 juin
PR LE LOC	Curage et nettoyage du poste le 6 août
PR DE KERMELIN	Curage et nettoyage du poste le 25 février
PR DE LAN MENN	Curage et nettoyage du poste le 3 octobre
PR DE KEROZER	Curage et nettoyage du poste le 3 octobre
PR DE LISCUIT	Curage et nettoyage du poste le 23 janvier
PR DE CATRIC	Curage et nettoyage du poste le 6 août
PR LES PRES DE COETDIGO	Curage et nettoyage du poste le 25 avril
PR DES TROIS ROIS	Curage et nettoyage du poste le 3 octobre
PR DE KERLIS	Curage et nettoyage du poste le 6 août
PR DE PARC LANN	Curage et nettoyage du poste le 3 octobre
PR DU POTEAU	Curage et nettoyage du poste le 24 juin
PR ZAC OUEST	Curage et nettoyage du poste les 25 février, 25 avril, 26 juin, 30 septembre et 16 décembre
PR DE KEROLET	Curage et nettoyage du poste le 26 juin
PR RUE DE LA GARE	Curage et nettoyage du poste le 3 octobre
PR ZA ST THEBAUD	Curage et nettoyage du poste les 16 mai, 26 juin et 16 décembre
PR_LE PORLAIR	Curage et nettoyage du poste le 3 octobre

→ Réseaux et branchements

Travaux d'entretien sur le réseau	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre de réparations de branchements					0	
Nombre de réparations de collecteurs					1	
Nombre de réparations de regards					0	
Nombre de remplacements de tampons					0	
Nombre de mise à niveau de tampons					0	
Nombre de mise à niveau de boîtes de branchement					0	
Nombre de scellements de grilles avaloir					0	

Les interventions de curage préventif, d'inspection télévisée, de contrôle des branchements et désobstruction de réseaux et de branchements figurent dans la partie « La performance et l'efficacité opérationnelle » du présent chapitre.

2.2.4. LE RENOUVELLEMENT REALISE PAR VEOLIA EAU

Le renouvellement des installations techniques du service est un aspect important de l'exploitation d'un service d'eau ou d'assainissement : il conditionne l'avenir de court et long termes du service et, sur un cycle de vie complet des installations, peut représenter de l'ordre de 10 % des coûts. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

L'expertise développée par VEOLIA Eau permet soit d'apporter les conseils à la Collectivité utiles à l'établissement de ses priorités patrimoniales, soit d'optimiser le renouvellement dont elle a la charge dans une perspective de gestion durable du service.

VEOLIA Eau dispose de plateformes de tests et de programmes de R&D ayant vocation à sélectionner les équipements les plus adaptés à chaque opération et offrant le meilleur rapport qualité/fiabilité/coût/durée de vie.

Forte de son expérience de gestion de 200 000 km de réseaux d'eau potable et 70 000 km en assainissement en France, VEOLIA Eau a développé des outils avancés de gestion du patrimoine. Sur les réseaux d'assainissement, la performance « technique » d'une canalisation peut être évaluée à partir de l'analyse de nombreuses informations, et notamment du résultat de son inspection (en particulier l'inspection télévisée – ITV). Un outil spécifique consolide les données patrimoniales et d'exploitation et évalue les risques liés aux défauts de performance des réseaux d'assainissement pour programmer les investigations et les travaux de renouvellement.

Les outils de modélisation sont en outre utilisés pour dimensionner très précisément les installations lors de leur remplacement.

→ Installations de traitement et ouvrages de collecte

Poste de relèvement	Rénovation	Renouvellement
PR DE LISCUIT	1	1
PR DE PETIT RULLIAC		1
PR DU POTEAU		1
Usine de dépollution	Rénovation	Renouvellement
UDEP DE BEAUREGARD	1	4
UDEP DE LESVELLEC	2	5

Lieu ou ouvrage	Description
UDEP DE BEAUREGARD	PRETRAITEMENT : POMPE D'EXTRACTION DES SABLES
UDEP DE BEAUREGARD	AGITATEUR BA
UDEP DE BEAUREGARD	TRAITEMENT : DIFFUSSEURS D'AIR SURPRESSE
UDEP DE LESVELLEC	TRAITEMENT : REGULATION REDOX
UDEP DE LESVELLEC	TRAITEMENT: TURBINE N°1
UDEP DE LESVELLEC	TRAITEMENT: HYDRAULIQUE RELEVAGE
UDEP DE LESVELLEC	BOUES: VIS DE TRANSFERT DES BOUES
UDEP DE LESVELLEC	PRETRAITEMENT: DEGRAISSEUR AEROFLOT
UDEP DE BEAUREGARD	2 POMPES DE RELEVAGE DU POSTE DE RECIRCULATION ET HYDRAULIQUE
UDEP DE BEAUREGARD	PRETRAITEMENT : AEROFLOT
UDEP DE BEAUREGARD	TRITEMENT: REMISE EN ETAT DU PONT RACLEUR

Lieu ou ouvrage	Description
PR DE PLAISANCE	EQUIPEMENT ELECTRIQUE ET CABLAGE
PR GOA LISCUIT	TELESURVEILLANCE SOFREL
PR LE LOC	EQUIPEMENT ELECTRIQUE ET CABLAGE
PR DE LISCUIT	POMPE DE RELEVEMENT

→ Réseaux et branchements

Canalisations	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Longueur totale du réseau (km)	77,0	77,0	77,3	77,3	77,1	-0,3%
Canalisations gravitaires (ml)	65 402	65 422	65 612	65 612	64 319	-2,0%
<i>dont eaux usées (séparatif)</i>	65 402	65 422	65 612	65 612	64 319	-2,0%
Canalisations de refoulement (ml)	11 564	11 564	11 685	11 685	12 750	9,1%
<i>dont eaux usées (séparatif)</i>	11 564	11 564	11 685	11 685	12 750	9,1%
Branchements	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	3 614	3 622	3 640	3 654	3 754	2,7%
Ouvrages annexes	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre de regards	180	180	186	186	1 750	840,9%
Nombre de déversoirs d'orage	0	0	0	0	0	0%

2.3. La performance et l'efficacité opérationnelle

VEOLIA Eau remplit chaque jour ses missions afin de délivrer un service public performant et responsable. Grâce à son savoir-faire, à son inventivité et à l'engagement quotidien de ses équipes VEOLIA Eau fait progresser le niveau de performance des services dont elle assure la gestion.

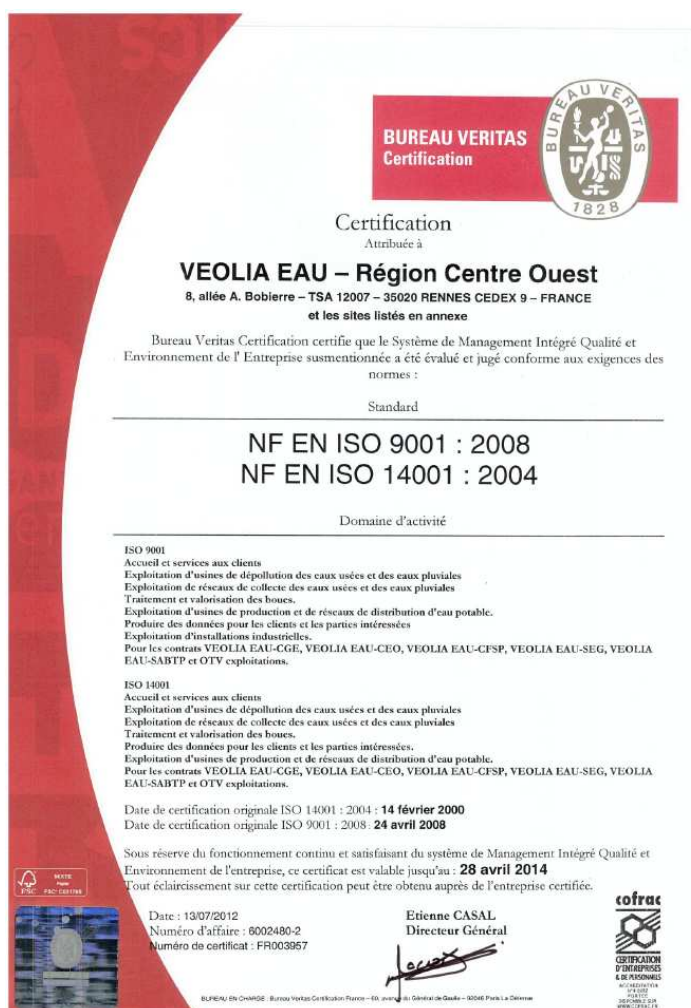
2.3.1. LES INDICATEURS DE PERFORMANCE

Depuis 2002, VEOLIA Eau publie chaque année dans ses rapports annuels les indicateurs de performance institués par la FP2E et étendus depuis 2008 à tous les services publics d'eau en France dans le cadre de la réglementation sur l'eau (décret du 2 mai 2007).

2.3.2. LA CERTIFICATION DU SERVICE

L'intégralité des périmètres opérationnels de VEOLIA Eau est certifiée ISO 9001.

Les activités de VEOLIA Eau en France sont certifiées ISO 14001¹ à hauteur de 90 %.



¹ Ce chiffre est calculé en pourcentage par rapport au chiffre d'affaires

2.3.3. L'EFFICACITE DE LA COLLECTE ET DE LA DEPOLLUTION DES EAUX USEES

Le niveau d'efficacité des services d'assainissement résulte de l'alliance de l'expertise des hommes et des femmes du service de l'assainissement, du savoir-faire de VEOLIA Eau et de l'existence d'une véritable démarche de management de la performance.

L'efficacité de la collecte

→ La maîtrise des entrants

La connaissance des raccordements domestiques et des déversements non-domestiques dans le réseau de collecte, et leur surveillance étroite, sont indispensables à la bonne gestion de toute la filière en amont du système de traitement. En effet, elle est un des principaux moyens pour maîtriser les charges polluantes en entrée d'usine de dépollution, par temps sec comme en épisode pluvieux, et d'identifier les rejets accidentels.

→ L'avancement des politiques d'assainissement collectif est mesuré par le taux de desserte.

Le taux de desserte est le nombre d'abonnés (clients) desservis – au sens où le réseau existe devant l'immeuble - rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif (art. R 2224-6 du CGCT). Le nombre d'abonnés (clients) desservis ou abonnés sur le périmètre du service figure au tableau suivant, permettant à la collectivité de calculer ce taux.

	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis sur le périmètre du service	3 654	3 819	4 008	4 136	4 517	9,2%

→ La conformité des branchements

Contrôle des branchements existants	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Obligation contractuelle : Nombre annuel de contrôles à effectuer		0	0	0	0	0%
Nombre de contrôles effectués		0	16	116	118	1,7%
Nombre de Non Conformités identifiées		0	4	18	9	-50,0%
Nombre de Mises en Conformité		0	0	5	3	-40,0%
Nombre cumulé de Non Conformités en fin d'exercice		0	4	17	23	35,3%

Contrôle des branchements neufs	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre de contrôles effectués		17	12	12	20	66,7%
Nombre de Non Conformités identifiées		0	0	2	0	-100,0%
Nombre de Mises en Conformité		0	0	1	0	-100,0%
Nombre cumulé de Non Conformités en fin d'exercice		0	0	1	1	0,0%

Contrôle des branchements lors de cessions d'immeubles	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre de contrôles effectués		46	53	48	71	47,9%
Nombre de Non Conformités identifiées		4	5	9	7	-22,2%
Nombre de Mises en Conformité		1	3	3	2	-33,3%
Nombre cumulé de Non Conformités en fin d'exercice		3	5	11	16	45,5%

→ *Le contrôle des établissements non domestiques*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système de collecte et de traitement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Le renforcement de la maîtrise des rejets non-domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ◆ améliorer le fonctionnement du système de collecte,
- ◆ renforcer la fiabilité des ouvrages et préserver le patrimoine de la Collectivité,
- ◆ garantir les performances du système de traitement,
- ◆ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ◆ respecter la réglementation.

→ *L'identification des rejets d'eaux usées d'origine non-domestique*

Chaque année, VEOLIA Eau établit un plan d'action de manière à cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ◆ A la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes : les services de l'Etat (DRIRE, ARS...) sont souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ◆ Après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues : VEOLIA Eau réalise une identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution.
- ◆ Après constats d'anomalies sur le réseau de collecte : plaintes d'usagers, opérations d'autocontrôle du réseau, contrôles de conformité des branchements,
- ◆ Sur la base des éléments de l'Agence de l'Eau tels que le type d'activité ou la consommation d'eau.

Le recueil des données tient compte de :

- ◆ La localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ◆ L'évaluation des principaux apports - synthèse des données existantes (Etudes, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ◆ La définition des capacités et charges du système d'assainissement (Etudes dimensionnement, constatations d'exploitation, bilans de fonctionnement, ...),
- ◆ La caractérisation de la qualité des boues en métaux lourds, HAP et PCBs,
- ◆ L'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *Le bilan 2013 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre de conventions de déversement	0	3	3	3	3
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	3	5	5	5	5

→ La surveillance du réseau de collecte

Les inspections télévisées des canalisations

Interventions d'inspection et de contrôle	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	3 965	2 035	2 565	4 384	1 662	-62,1%
Tests à la fumée (u)	43	0	0	0	0	0%
Tests à l'eau (ml)	0	20	0	0	0	0%

→ La maîtrise des transferts et des déversements vers le milieu naturel

La surveillance des déversements, identification des points de rejets

Nombre de points de rejet	2009	2010	2011	2012	2013
Nombre d'usines de dépollution	2	2	2	2	2
Nombre de déversoirs d'orage	0	0	0	0	0
Nombre de trop-pleins de postes de refoulement	9	9	7	7	7
Nombre de rejets dans le réseau de collecte d'eaux pluviales	0	0	0	0	0
Nombre de rejets directs d'eaux usées au milieu naturel	2	2	2	2	7

Les déversoirs d'orage et les « trop-plein » des postes de relèvement permettent de maîtriser les déversements d'effluents au milieu naturel par les réseaux unitaires en temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2009	2010	2011	2012	2013
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	50	50	50	50	50

→ Le curage

Le plan de curage préventif et son suivi

Interventions de curage préventif	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	60	5	27	29	17	-41,4%
sur branchements	45	0	0	3	3	0,0%
sur canalisations	15	5	27	26	14	-46,2%
Longueur de canalisation curée (ml)	12 632	12 948	9 468	10 151	3 156	-68,9%

Les désobstructions

Interventions curatives	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	20	41	30	10	21	110,0%
sur branchements	10	22	13	6	12	100,0%
sur canalisations	10	19	17	4	9	125,0%
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	892	307	1 516	629	270	-57,1%

En 2013 le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **1 105,26 / 1 000 abonnés**.

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet d'évaluer l'état d'exploitation et d'identifier les défauts structurels et les améliorations prioritaires à apporter.

	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage, par 100 km				0,00	0,00	0%
Nombre de points concernés sur le réseau				0	0	0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	76 966	76 986	77 297	77 297	77 069	-0,3%

L'efficacité du traitement

La performance d'un système d'assainissement se mesure par sa contribution à la préservation de l'environnement. Un système efficace permet de préserver la qualité de l'eau des rivières et des ressources en eau et de produire des boues valorisables.

En 2011, VEOLIA Eau a réalisé une première mondiale industrielle en produisant des bioplastiques à partir de boues d'épuration : une nouvelle forme de valorisation innovante et créatrice de valeur pour les industriels.

→ La conformité réglementaire du système d'assainissement

La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires, tant concernant les ouvrages eux-mêmes que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel, est appréciée au travers d'indicateurs introduits par le décret du 2 mai 2007 :

La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau :

Cet indicateur **[P 254.3]** est calculé, à partir de l'exercice 2009, sur la base des bilans en conditions normales de fonctionnement (CNF) selon les dispositions du décret.

Ce taux n'est calculé que pour les usines d'épuration de plus de 2 000 EH ; il correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures.

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO₅ arrivant sur le système de traitement.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2009	2010	2011	2012	2013
Performance globale du service (%)	100,0	96,0	100,0	89,0	100,0
UDEP DE BEAUREGARD	100,0	100,0	100,0	74,0	100,0
UDEP DE LESVELLEC	100,0	91,0	100,0	100,0	100,0

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO₅ arrivant sur le système de traitement.

Le taux de conformité des rejets d'épuration, produit pour toutes les usines, est présenté dans le tableau suivant pour permettre d'apprécier l'évolution de la conformité des bilans. Ce taux fait appel à l'ensemble des bilans qu'ils soient ou non en conditions normales (CNF).

Conformité des rejets d'épuration	2009	2010	2011	2012	2013
Performance globale du service (%)	100,0	89,1	98,4	90,6	100,0
UDEP DE BEAUREGARD	100,0	87,0	95,8	77,8	100,0
UDEP DE LESVELLEC	100,0	91,7	100,0	100,0	100,0

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

La conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 :

Cet indicateur **[P 204.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'art. 17 de l'arrêté du 22 juin 2007. Le mode de calcul n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport.

La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 :

Cet indicateur **[P205.3]** est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'art. 17 de l'arrêté du 22 juin 2007. Le mode de calcul n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport.

VEOLIA Eau présente l'indicateur approché – relatif à la conformité réglementaire des rejets - issu de ses registres d'autosurveillance, sur la base des données de référence fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou, à défaut, à partir des données constructeur. Son évaluation est réalisée d'après les bilans en conditions normales de fonctionnement (CNF).

Conformité réglementaire des rejets	à la directive Européenne	à l'arrêté préfectoral
Performance globale du service (%)	100	100
UDEP DE BEAUREGARD	100	100
UDEP DE LESVELLEC	100	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ La performance des usines de traitement du service

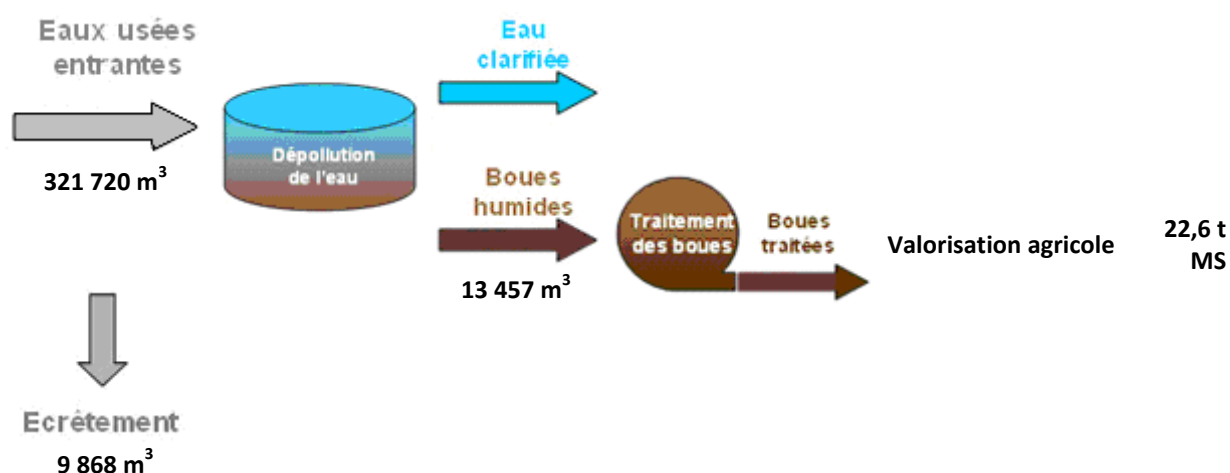
Pour garantir un haut niveau de rendement épuratoire de ses usines VEOLIA Eau met en place une démarche de maintenance préventive assistée par ordinateur permettant de planifier de manière optimisée les tâches d'exploitation courante et les opérations d'entretien. Les files de traitement des eaux usées sont ainsi placées sous étroite surveillance.

Les données de conformité, et notamment les bilans mensuels, sont détaillés en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 22 juin 2007.

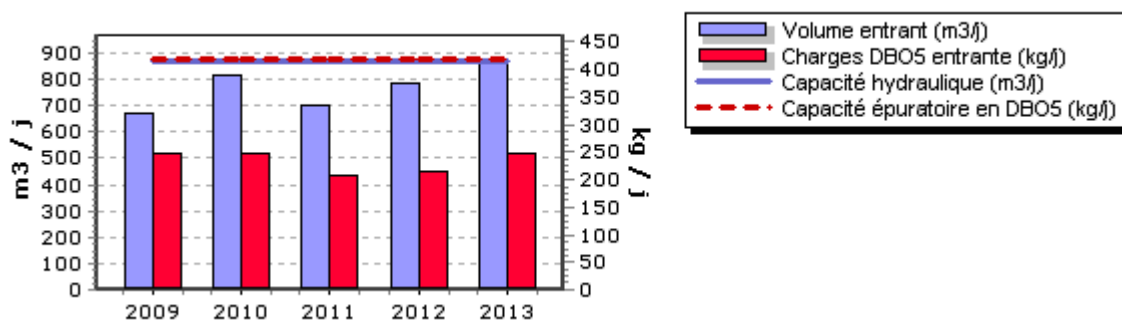
UDEP DE BEAUREGARD

Les volumes entrants sur le système de traitement s'élèvent pour l'année à 321 720 m³, soit un débit moyen journalier de 881 m³/j. Le maximum atteint est de 2 456 m³/j. Les valeurs sont établies sur la base de 24 bilans d'autosurveillance journaliers disponibles. Il est à noter que la capacité de l'usine définie dans l'arrêté préfectoral est de 420 kg de DBO5 par jour.



Evolution de la charge entrante sur le système de traitement

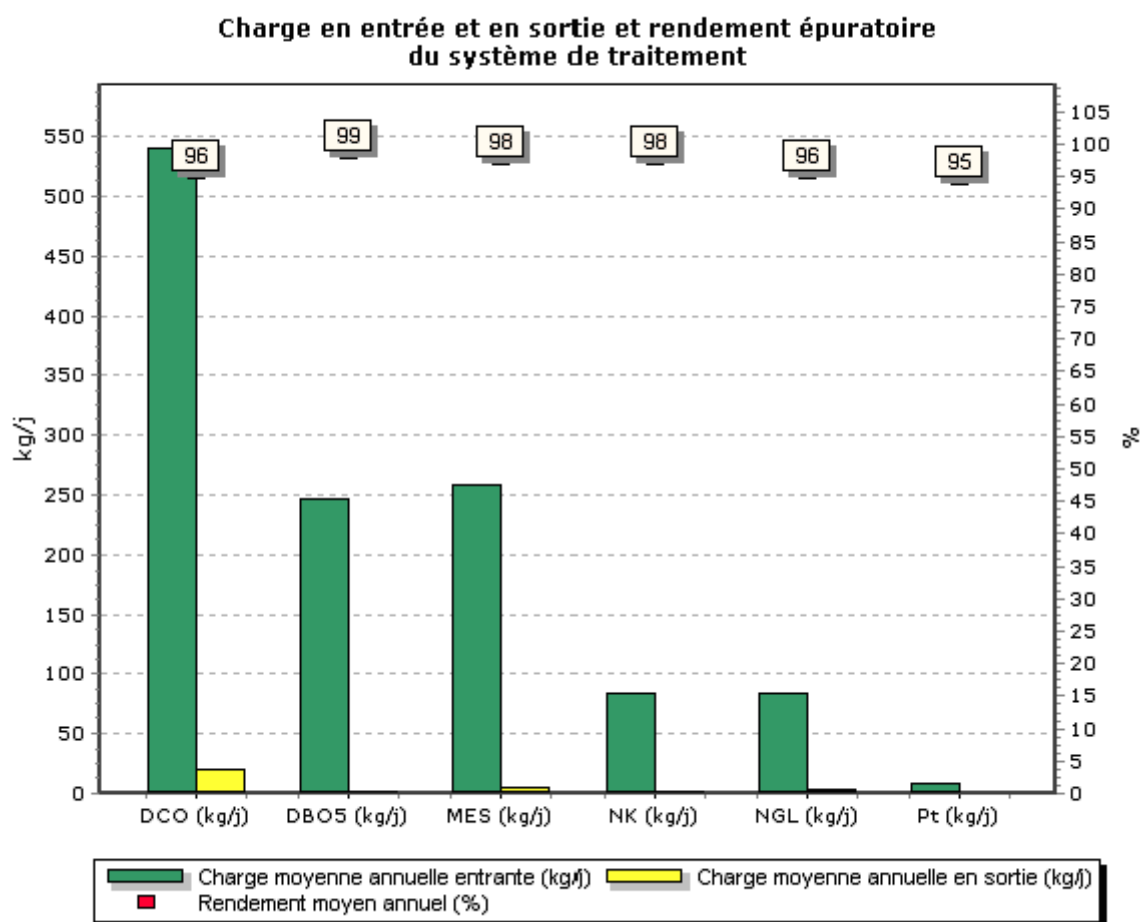
	2009	2010	2011	2012	2013
Volume entrant (m3/j)	669	818	700	788	881
Capacité hydraulique (m3/j)	870	870	870	870	870
Charge DBO5 entrante (kg/j)	247	248	206	216	246
Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	420	420	420	420	420



Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement

	DCO	DBO5	MES	NK	NGL	Pt
Nombre de bilans disponibles	24	12	24	6	6	12
Charge moyenne annuelle entrante (kg/j)	540	246	259	84,5	84,7	8,8
Charge moyenne annuelle en sortie (kg/j)	20,2	1,7	5,3	1,6	3,0	0,5
Prescription de rejet - charge max. bilan (kg/j)	78,30	21,80	26,10	8,70	13,00	1,74
Rendement moyen annuel (%)	96,3	99,3	97,9	98,1	96,5	94,6
Concentration moyenne annuelle en sortie (mg/l)	22,1	1,9	5,9	1,8	3,3	0,5
Prescription de rejet – Concentration max. bilan (mg/l)	90,00	25,00	30,00	10,00	15,00	2,00

Les valeurs moyennes observées (concentration, charge et rendement) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription lorsque celle-ci s'applique bilan par bilan. L'évaluation de taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité présenté dans la suite de la présente section.



Conformité des performances des équipements d'épuration

Cette évaluation ne concerne que les paramètres évalués au bilan et ne tient pas compte de ceux évalués en moyenne annuelle.

	2009	2010	2011	2012	2013
Pour information, nombre de bilans en CNF (*)	19	10	21	23	16
Nombre de bilans en CNF(**) conformes / nombre de bilans en CNF (%)	100,0	100,0	100,0	74,0	100,0
Charge moyenne DBO5 (kg/j)	247	248	206	216	246
(*) hors bilans inutilisables (panne sur un préleveur par exemple)					
(**) Conditions Normales de Fonctionnement					

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration

Evaluations réalisées sur la base des bilans en Conditions Normales de Fonctionnement (CNF). Comme précisé dans le guide de définition de la DERU, pour la conformité à la Directive Européenne des usines de moins de 2000 EH notre calcul est réalisé par rapport aux normes fixées dans l'arrêté du 22 juin 2007.

	2009	2010	2011	2012	2013
Conformité à la Directive Européenne	100	100	100	100	100
Conformité à l'arrêté préfectoral	100	100	0	0	100

Boues évacuées

UDEP DE BEAUREGARD	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Valorisation agricole	110	22,6	21 %	100 %
Total	110	22,6	21 %	100 %

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

Taux de boues évacuées selon des filières conformes

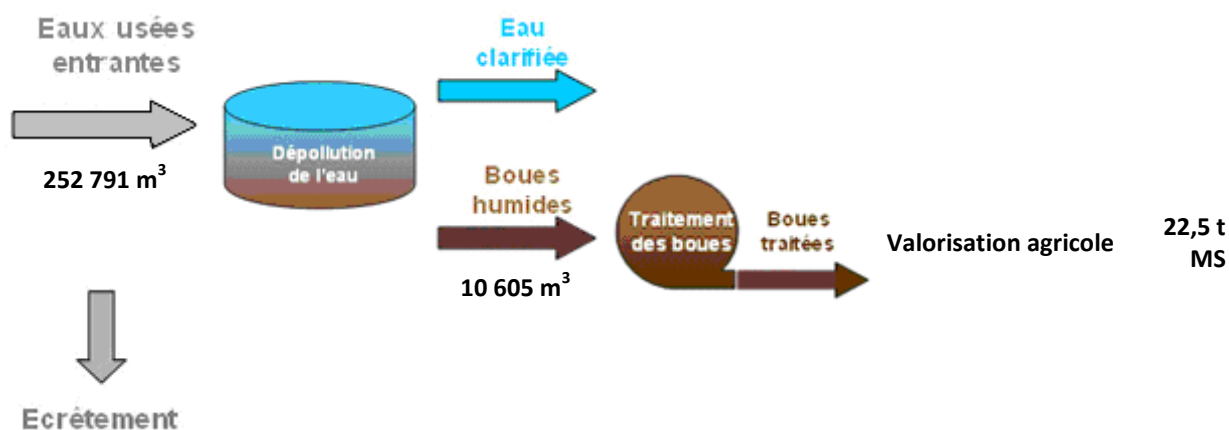
	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de boues évacuées selon des filières conformes (%)	100	100	100	100	100

Sous Produits évacués par destination et par an

	2009	2010	2011	2012	2013
Refus de dégrillage évacués en Centre de stockage de déchets (t)				18,0	15,5
Refus de dégrillage évacués en Incinération (t)	18,0	20,5	18,0		
Sables évacués en Centre de stockage de déchets (t)	2,5	10,7	1,0		
Sables évacués en Transit (t)		1,5			
Graisses évacuées en Incinération (m3)	19,0	24,8	39,0	5,0	
Graisses évacuées vers une autre STEP (m3)		6,0			15,5

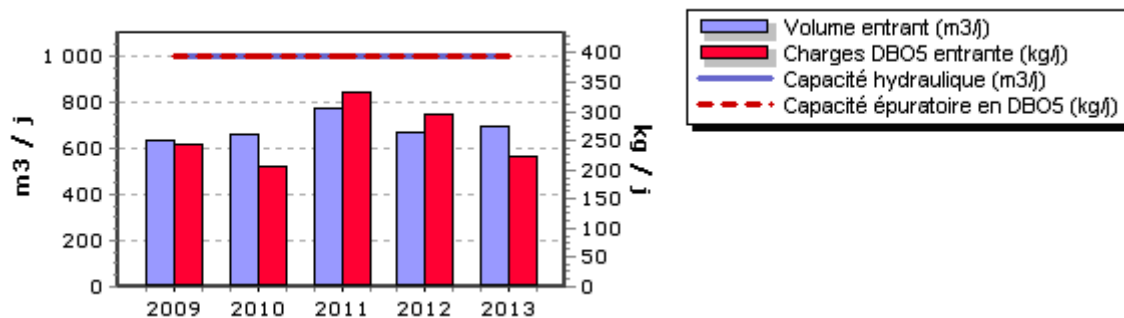
UDEP DE LESVELLEC

Les volumes entrants sur le système de traitement s'élèvent pour l'année à 252 791 m³, soit un débit moyen journalier de 693 m³/j. Le maximum atteint est de 1 830 m³/j. Les valeurs sont établies sur la base de 13 bilans d'autosurveillance journaliers disponibles. Il est à noter que la capacité de l'usine définie dans l'arrêté préfectoral est de 396 kg de DBO5 par jour.



Evolution de la charge entrante sur le système de traitement

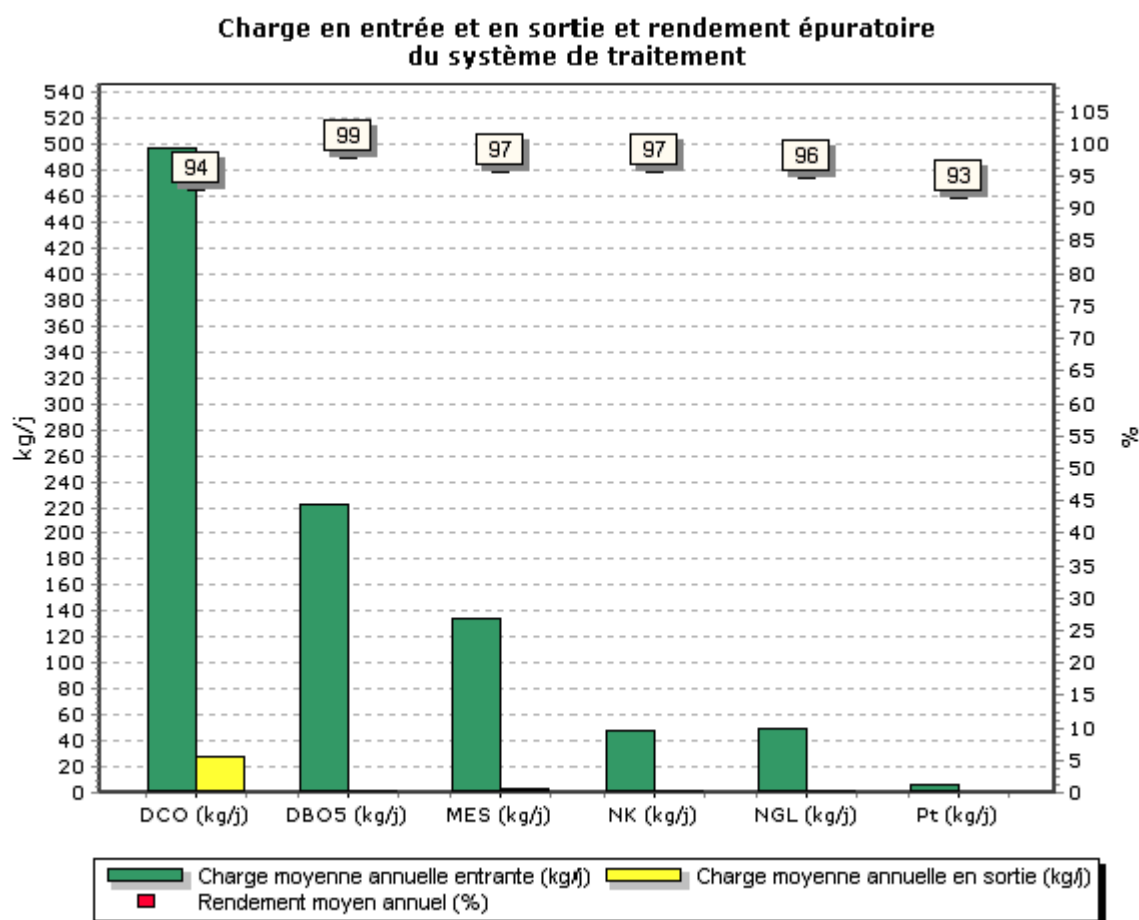
	2009	2010	2011	2012	2013
Volume entrant (m3/j)	629	655	768	666	693
Capacité hydraulique (m3/j)	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Charge DBO5 entrante (kg/j)	245	207	331	296	223
Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	396	396	396	396	396



Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement

	DCO	DBO5	MES	NK	NGL	Pt
Nombre de bilans disponibles	13	13	13	5	5	13
Charge moyenne annuelle entrante (kg/j)	497	223	134	48,5	48,7	5,9
Charge moyenne annuelle en sortie (kg/j)	27,7	1,6	3,5	1,6	2,1	0,4
Rendement moyen annuel (%)	94,4	99,3	97,4	96,7	95,7	92,9
Prescription de rejet – Rendement min. bilan (%)	90,00	94,00	93,00			
Prescription de rejet – Rendement min. moyenne annuelle (%)					80,0	90,0
Concentration moyenne annuelle en sortie (mg/l)	34,0	2,0	4,3	2,0	2,6	0,5
Prescription de rejet – Concentration max. bilan (mg/l)	90,00	25,00	30,00			
Prescription de rejet – Concentration max. moyenne annuelle (mg/l)					15,00	2,00

Les valeurs moyennes observées (concentration, charge et rendement) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription lorsque celle-ci s'applique bilan par bilan. L'évaluation de taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité présenté dans la suite de la présente section.



Conformité des performances des équipements d'épuration

Cette évaluation ne concerne que les paramètres évalués au bilan et ne tient pas compte de ceux évalués en moyenne annuelle.

	2009	2010	2011	2012	2013
Pour information, nombre de bilans en CNF (*)	11	11	12	12	11
Nombre de bilans en CNF(**) conformes / nombre de bilans en CNF (%)	100,0	91,0	100,0	100,0	100,0
Charge moyenne DBO5 (kg/j)	245	207	331	296	223
(*) hors bilans inutilisables (panne sur un préleveur par exemple)					
(**) Conditions Normales de Fonctionnement					

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration

Evaluations réalisées sur la base des bilans en Conditions Normales de Fonctionnement (CNF). Comme précisé dans le guide de définition de la DERU, pour la conformité à la Directive Européenne des usines de moins de 2000 EH notre calcul est réalisé par rapport aux normes fixées dans l'arrêté du 22 juin 2007.

	2009	2010	2011	2012	2013
Conformité à la Directive Européenne	100	100	100	100	100
Conformité à l'arrêté préfectoral	100	100	100	100	100

Boues évacuées

UDEP DE LESVELLEC	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Valorisation agricole	116	22,5	19 %	100 %
Total	116	22,5	19 %	100 %

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

Taux de boues évacuées selon des filières conformes

	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de boues évacuées selon des filières conformes (%)	100	100	100	100	100

Sous Produits évacués par destination et par an

	2009	2010	2011	2012	2013
Refus de dégrillage évacués en Centre de stockage de déchets (t)				30,0	38,0
Refus de dégrillage évacués en Incinération (t)	18,0	17,0	19,5		
Sables évacués en Centre de stockage de déchets (t)		5,3	4,0		
Graisses évacuées en Compostage norme NF(m3)	4,0				
Graisses évacuées en Incinération (m3)	13,0	14,0	8,0		
Graisses évacuées en Transit (m3)		5,7	12,5		2,5

2.4. Les services aux clients

VEOLIA Eau propose une relation multiple aux clients du service de l'eau : des outils multicanaux sont mis en place, permettant d'offrir plus de conseils, plus d'informations et aussi plus de réactivité dans le cas de situations exceptionnelles. Tout incident sur le service d'assainissement est pris en compte rapidement de manière à perturber le moins possible les usagers du service. Les clients sont informés au préalable, dans le cas d'opérations programmées et dans les quatre heures lorsqu'il s'agit d'interventions accidentelles.

Ces actions complètent les services déjà proposés aux clients : l'accueil de proximité, le Centre Service Clients, le choix des différents modes de paiement, les propositions de rendez-vous dans une plage horaire définie et limitée à quatre heures...

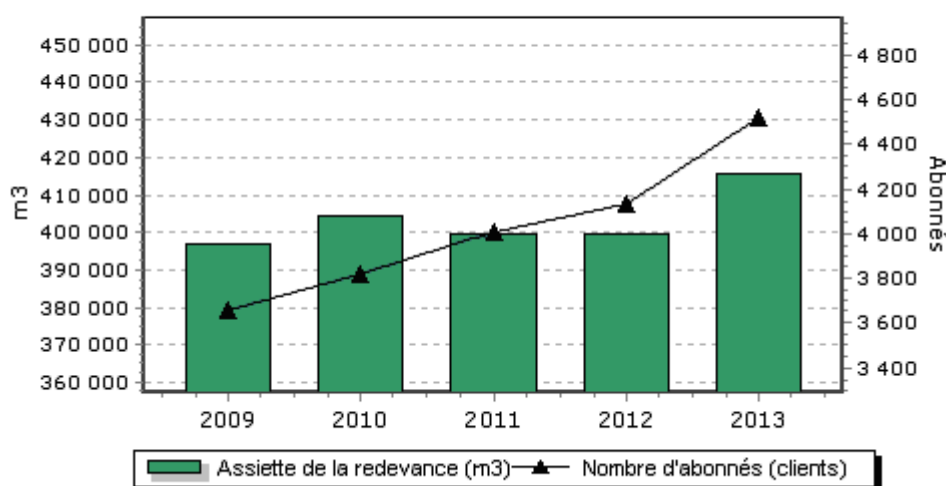
2.4.1. LES CHIFFRES CLES DU SERVICE

→ Les abonnés du service et l'assiette de la redevance

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, et le nombre d'habitants desservis [D201.0] figurent au tableau suivant :

	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	3 654	3 819	4 008	4 136	4 517	9,2%
Abonnés sur le périmètre du service	3 654	3 819	4 008	4 136	4 517	9,2%
Assiette de la redevance (m3)	397 162	404 477	399 669	399 652	415 698	4,0%
Effluent collecté sur le périmètre du service	397 162	404 477	399 669	399 652	415 698	4,0%
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	8 627	8 627	8 630	8 620	8 919	3,5%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Détail par commune :

SAINT AVE	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10 165	8 627	8 630	8 620	8 919	3,5%
Nombre d'abonnés (clients) desservis					4 517	

L'activité clientèle

2013

Nombre total d'interventions chez les clients

(hors abonnement, résiliation, relevés de compteur, déplacement pour impayés) **3**

Nombre d'enquêtes asst sur le terrain **47**

2.4.2. LA SATISFACTION DES CLIENTS

Pour adapter les services proposés aux abonnés et aux habitants, VEOLIA Eau réalise un baromètre semestriel de satisfaction.

Il porte à la fois sur :

- ♦ la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre Service Clients, par ceux de l'accueil de proximité,...
- ♦ la disponibilité et la ponctualité des équipes d'intervention clients : respect des plages horaires de rendez-vous,
- ♦ la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Des indicateurs de performance permettent d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu au client :

- ♦ Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers : 0,11 u/1 000 abonnés
- ♦ Taux de réclamations écrites : 0,00/1 000 abonnés

Les résultats pour notre Région en décembre 2013 sont :

2013

Satisfaction globale	86,28
La continuité de service	94,80
Le niveau de prix facturé	49,84
La qualité du service client offert aux abonnés	85,57
Le traitement des nouveaux abonnements	90,00
L'information délivrée aux abonnés	80,46

2.4.3. NOS ENGAGEMENTS

Les équipes de VEOLIA Eau sont mobilisées au quotidien pour offrir à ses clients la meilleure qualité de service.

- ♦ En cas d'urgence, intervention d'un technicien au plus tard dans les 4 heures après appel du client
- ♦ Les rendez-vous fixés avec le client sont tenus dans une plage horaire de 4 heures, fixée à sa convenance.
- ♦ Pour toute demande de branchement neuf, envoi d'un devis dans les 8 jours suivant le rendez-vous d'étude des lieux, et réalisation des travaux à date convenue avec le client, après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives et municipales.



3.

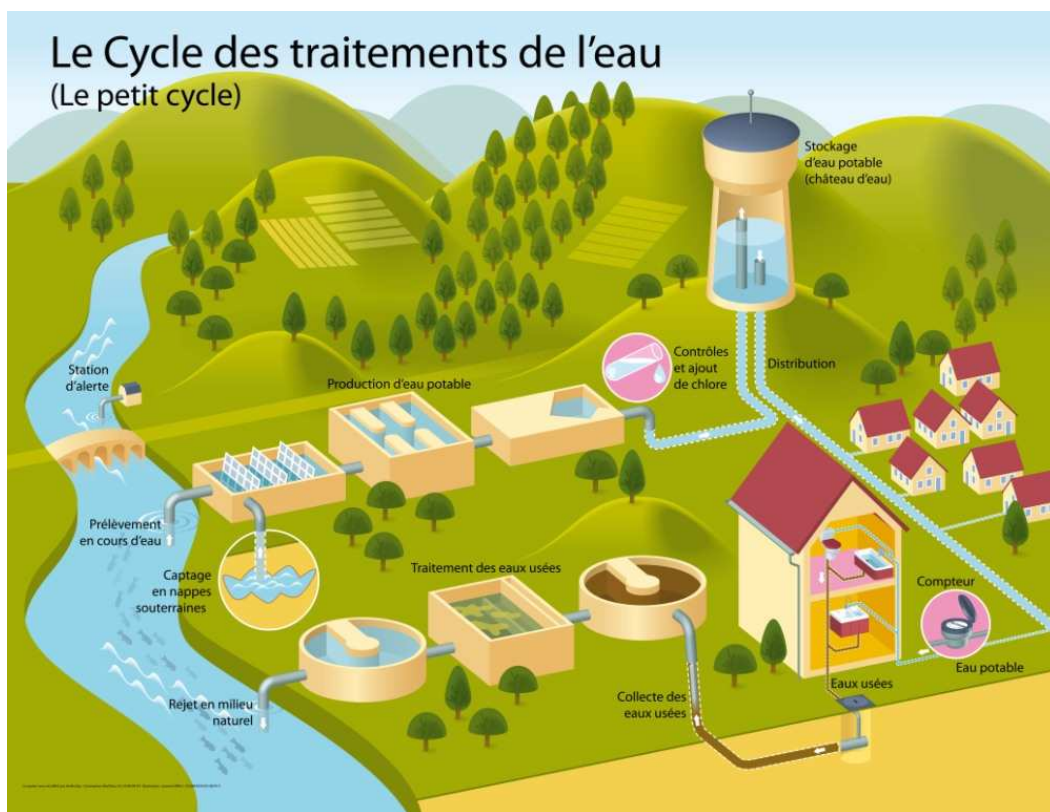
LA VALORISATION DES RESSOURCES

3.1. La protection du milieu naturel

Protéger l'eau, c'est d'abord collecter les eaux usées et les dépolluer. Le bon fonctionnement de ces installations contribue à protéger la qualité des milieux aquatiques et des ressources en eau.

VEOLIA Eau a initié de nombreuses actions en matière de préservation des cours d'eau et de protection de la faune et de la flore aquatique. Des campagnes de mesures biologiques sont menées chaque année sur de nombreuses rivières afin de surveiller l'impact des rejets des stations d'épuration sur le milieu naturel.

La protection des ressources passe aussi par la lutte contre les pollutions chroniques ou accidentelles. Pour ce faire, VEOLIA Eau réalise des modélisations, évalue les risques de pollution et met en place des programmes de protection adaptés.



3.2. L'énergie et les réactifs

VEOLIA Eau met en œuvre un véritable management de la performance énergétique des installations. Chaque fois que cela est possible, VEOLIA Eau favorise les énergies renouvelables. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. VEOLIA Eau contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

→ Bilan énergétique du patrimoine

	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	709 579	744 489	608 340	823 687	789 708	-4,1%
Usine de dépollution	567 013	578 615	480 427	695 463	638 199	-8,2%
Poste de relèvement	142 566	165 874	127 913	128 224	151 509	18,2%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

→ La consommation de réactifs

Usine de dépollution - File Eau

UDEP DE BEAUREGARD	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Chlorure ferrique (kg)	19 028	18 384	14 394	13 600	21 977	61,6%
UDEP DE LESVELLEC	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Chlorure ferrique (kg)	16 756	21 200	24 319	19 600	35 867	83,0%

Usine de dépollution - File Boue

UDEP DE BEAUREGARD	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Chaux vive (kg)	19 204	23 455	23 651	24 680	15 900	-35,6%
Polymère (kg)	4 500	2 025	1 800	2 475	2 550	3,0%
UDEP DE LESVELLEC	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Chaux vive (kg)	24 190	22 683	64 496	31 855	14 258	-66, %
Polymère (kg)	4 950	1 700	2 375	2 275	3 975	74,7%

3.3. La valorisation des boues et des sous-produits

Depuis longtemps VEOLIA Eau a privilégié la valorisation des boues d'épuration en engrais agricole. Cette solution présentant parfois des limites en termes d'acceptabilité et d'équilibre économique, VEOLIA Eau a choisi de rester sur la voie de la valorisation en utilisant les boues, non plus seulement comme un engrais direct, mais aussi comme biomasse. VEOLIA Eau sait valoriser cette biomasse sous forme d'énergie dans la production de biogaz ou sous forme de bio-polymères ou de bio-plastiques.

3.3.1. LES BOUES DU TRAITEMENT

→ L'identification et la conformité des filières d'évacuation des boues

Volumes par destination :

Boues évacuées

UDEP DE BEAUREGARD	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Valorisation agricole	110	22,6	21 %	100 %
Total	110	22,6	21 %	100 %

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

UDEP DE LESVELLEC	Produit brut (t)	Matières sèches (t)	Siccité (%)	Destination (%) *
Valorisation agricole	116	22,5	19 %	100 %
Total	116	22,5	19 %	100 %

* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité), hors effet de stock. Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2009	2010	2011	2012	2013
Boues évacuées (Tonnes de MS)	163,6	82,6	222,4	176,9	45,1
UDEP DE BEAUREGARD	144,9	56,0	131,3	68,5	22,6
UDEP DE LESVELLEC	18,7	26,6	91,1	108,5	22,5

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Cet indicateur constitue le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

	2009	2010	2011	2012	2013
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100	100	100	100	100
UDEP DE BEAUREGARD	100	100	100	100	100
UDEP DE LESVELLEC	100	100	100	100	100

3.3.2. LES SOUS-PRODUITS DU TRAITEMENT

→ *L'identification et la conformité des filières d'évacuation des sous-produits*

UDEP DE BEAUREGARD

SOUS PRODUITS EVACUES	Refus de dégrillage (t)	Sables (t)	Graisses (m3)
Station d'épuration			15,5
Centre de stockage de déchets ultimes	15,5		

UDEP DE LESVELLEC

SOUS PRODUITS EVACUES	Refus de dégrillage (t)	Sables (t)	Graisses (m3)
Centre de stockage de déchets ultimes	38		
Transit			2,5



4.

LA RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

4.1. Le prix du service public de l'assainissement collectif

4.1.1. LA GOUVERNANCE DU SERVICE : ROLES ET RESPONSABILITES DES ACTEURS

La gouvernance du service public de l'eau repose sur 3 éléments clés :

- ♦ L'autorité organisatrice publique souveraine : la collectivité locale, fixe le niveau d'ambition pour le service public, définit les objectifs de performance à atteindre et contrôle l'opérateur,
- ♦ Le contrat : il précise les rôles et responsabilités de l'autorité publique et de l'opérateur, les obligations de résultats, les objectifs de performance à atteindre et le prix du service ainsi que son évolution sur la durée du contrat,
- ♦ L'opérateur : VEOLIA Eau gère le service, respecte ses engagements contractuels et assure l'amélioration continue de la performance. Il rend compte à la collectivité et facilite sa mission de contrôle.

VEOLIA Eau respecte la gouvernance mise en œuvre et veille à développer des outils et des pratiques permettant à chacun d'exercer pleinement son rôle.

4.1.2. LE PRIX DU SERVICE

A titre indicatif sur la commune de SAINT AVE l'évolution du prix du service de l'assainissement (redevances comprises, mais hors eau potable) par m³ et pour 120 m³, au 1^{er} janvier est la suivante :

SAINT Prix du service de l'assainissement collectif	AVE Volume	Prix Au 01/01/2014	Montant Au 01/01/2013	Montant Au 01/01/2014	N/N-1
Part délégataire			95,09	95,43	0,36%
Abonnement			11,00	11,04	0,36%
Consommation	120	0,7033	84,09	84,39	0,36%
Part communale			74,38	74,38	0,00%
Abonnement			10,18	10,18	0,00%
Consommation	120	0,5350	64,20	64,20	0,00%
Organismes publics			22,80	22,80	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1900	22,80	22,80	0,00%
Total € HT			192,27	192,61	0,18%
TVA			13,46	19,26	43,09%
Total TTC			205,73	211,87	2,98%
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			1,71	1,77	3,51%

4.2. L'accès aux services essentiels

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour VEOLIA Eau.

Nous proposons des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.

En partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour éviter les interruptions de service et faciliter l'accès à l'eau.

Pour les foyers en grande difficulté financière, nous participons au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

Nous proposons des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) aux clients rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture.

4.3. Les engagements sociaux et environnementaux

4.3.1. LA FORMATION ET LA SECURITE DES PERSONNES

VEOLIA Eau place la formation et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences au centre de sa politique de ressources humaines.

Il est à noter que VEOLIA Eau est la seule entreprise de services en France à disposer de Campus dédiés aux métiers de l'environnement. Chaque année, les Campus VEOLIA dispensent plus de 210 000 heures de formation aux salariés de l'entreprise.

En matière de sécurité, chaque salarié dispose des équipements de protection individuelle nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Des actions de sensibilisation sont menées dans toutes les unités opérationnelles pour promouvoir un comportement la sécurité au travail. L'évaluation annuelle de managers de VEOLIA Eau intègre les résultats de l'entité dont ils ont la responsabilité.

4.3.2. L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DU SERVICE

VEOLIA Eau a développé des outils adaptés permettant d'évaluer de manière pertinente l'empreinte carbone des services publics d'eau et d'assainissement.

Chaque évaluation donne lieu à un plan d'actions visant à limiter les impacts et à réduire l'empreinte du service.

VEOLIA Eau s'est également engagée dans la cotation développement durable de certains services publics d'eau et d'assainissement afin de mesurer l'efficacité de ses actions au regard d'une performance globale.

4.3.3. LES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

VEOLIA Eau s'implique fortement dans les territoires dans lesquels elle intervient.

Les équipes de la direction locale mettent en place des actions favorisant l'emploi local, participent à la vie associative et soutiennent financièrement, ou par le biais de mécénat de compétences, des actions dynamisant la vie locale.

Ces actions s'inscrivent en complément des projets soutenus par la Fondation VEOLIA Environnement.



5.

LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE

5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux

Version provisoire
Assainissement**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**
Année 2013

(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité : D3781**SAINT AVE (Commune) (asst)**

LIBELLE	2012	2013	Ecart en %
PRODUITS	574 596	579 614	0,87 %
Exploitation du service	293 824	288 400	
Collectivités et autres organismes publics	250 175	257 415	
Travaux attribués à titre exclusif	30 595	33 797	
Produits accessoires	2	2	
CHARGES	574 960	599 102	4,20 %
Personnel	16 774	13 540	
Energie électrique	74 079	74 218	
Produits de traitement	30 459	22 223	
Analyses	4 649	10 755	
Sous-traitance, matières et fournitures	105 987	111 301	
Impôts locaux et taxes	1 007	13 124	
Autres dépenses d'exploitation			
Télécommunication, poste et télégestion	286		
Engins et véhicules	498		
Informatique	474		
Assurances	52		
Locaux	610		
Autres	3 286	2 779	
Contribution des services centraux et recherche	573	2 884	
Collectivités et autres organismes publics	250 175	257 415	
Charges relatives aux renouvellements			
Pour garantie de continuité du service	39 147	41 049	
Programme contractuel (Renouvellements)	34 453	37 176	
Charges relatives aux investissements			
Programme contractuel (Investissements)	12 451	12 638	
RESULTAT AVANT IMPOT	-364	-19 488	NS
RESULTAT	-364	-19 488	NS

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

→ ***L'état détaillé des produits***

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Veolia Eau - Compagnie Générale Des Eaux

Version provisoire Assainissement

Etat détaillé des produits (1)
Année 2013

Collectivité : D3781**SAINT AVE (Commune) (asst)**

LIBELLE	2012	2013	Ecart en %
Recettes liées à la facturation du service	293 824	288 400	-1,85 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)	121 179	302 519	
dont variation de la part estimée sur consommations	172 645	-14 119	
Exploitation du service	293 824	288 400	-1,85 %
Produits : part de la collectivité contractante	235 425	243 185	3,30 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations sur consommations)	112 185	249 755	
dont variation de la part estimée sur consommations	123 240	-6 569	
Redevance Modernisation réseau	14 750	14 230	-3,53 %
Collectivités et autres organismes publics	250 175	257 415	2,89 %
Produits des travaux attribués à titre exclusif	30 595	33 797	10,47 %
Produits accessoires	2	2	-7,14 %

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimales, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

5.2. Le patrimoine du service

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens propres de la Société y figurant sont ceux, conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005, expressément désignés au contrat comme biens de reprise.

Cet inventaire est détaillé au chapitre « La qualité du service / le patrimoine du service »

→ *Situation des biens*

Par ce compte rendu, VEOLIA Eau présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels VEOLIA Eau n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

La situation des biens détaillée se trouve dans le présent rapport, au chapitre « *La gestion patrimoniale / La situation des biens* ».

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissements.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ Programme contractuel d'investissement

Engagements contractuels	Réalisé	Non réalisé	Commentaires
NUMERISATION DES PLANS DE RESEAU	x		
REALISATION SOUS DEUX ANS D'UNE ANALYSE ENVIRONNEMENTALE SIMPLIFIEE	x		

→ Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service.

Nature des biens

2013

Equipements (€)

12 966,76

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter sommairement les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre VEOLIA Eau, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des experts-comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, VEOLIA Eau pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

Régularisations de TVA

Si VEOLIA Eau a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition¹, deux cas se présentent :

- ◆ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA² : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ◆ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à VEOLIA Eau la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de VEOLIA Eau du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont, sauf stipulations spécifiques, remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

¹ art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

² Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006

Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, VEOLIA Eau utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ◆ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ◆ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

VEOLIA Eau propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour baliser les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de VEOLIA Eau

Les salariés de VEOLIA Eau bénéficient :

- ◆ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ◆ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale « VEOLIA Eau - Générale des Eaux » du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1^{er} janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, VEOLIA Eau transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez VEOLIA Eau. Au-delà de ces trois mois, le statut VEOLIA Eau est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. VEOLIA Eau se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents³ affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

Comptes entre employeurs successifs

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13^{ème} mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,...
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu (indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...)

³ Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

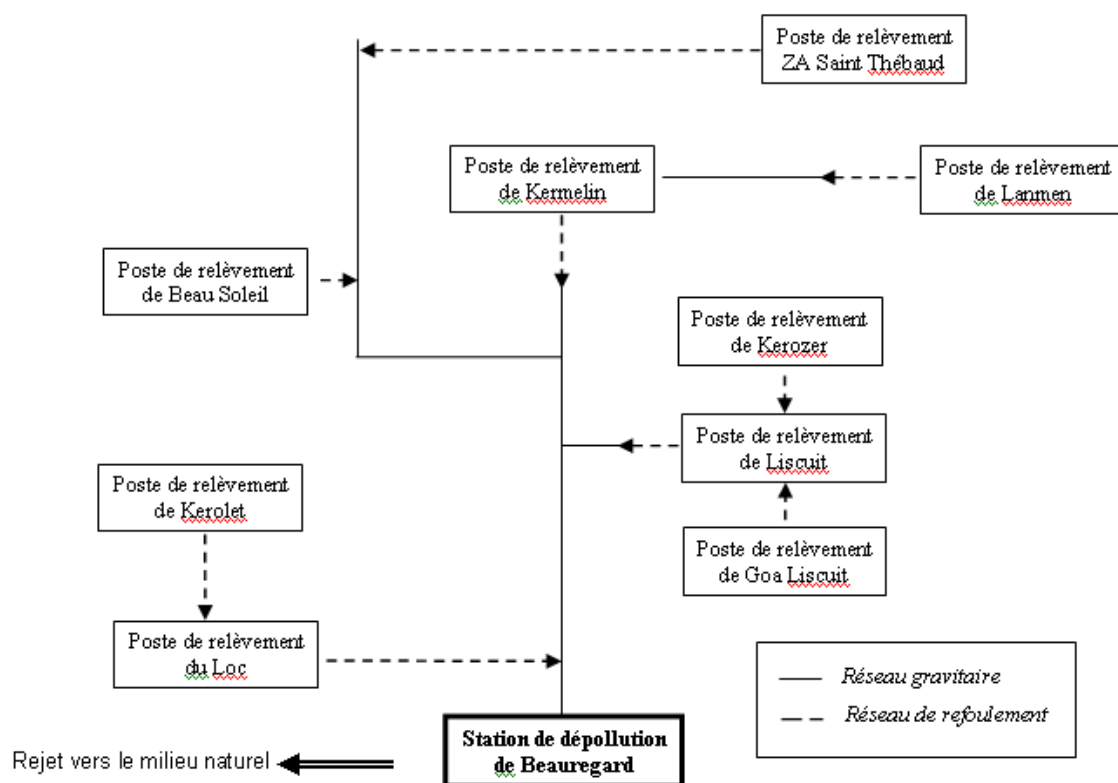


6.

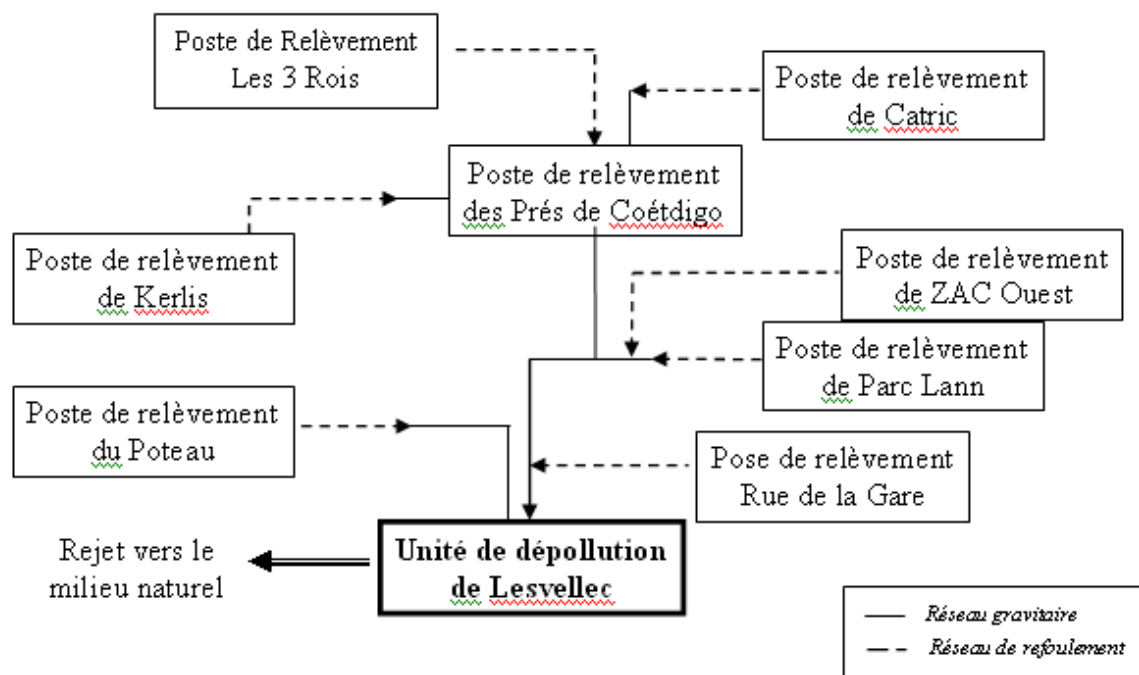
ANNEXES

6.1. Le synoptique du réseau

Secteur de collecte vers l'UDEP de BEAUREGARD



Secteur de collecte vers l'UDEP de LESVELLEC



6.2. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Usine de dépollution

UDEP DE BEAUREGARD	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	221 460	206 618	229 394	331 649	316 800	-4,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	954	692	866	1 246	985	-20,9%
Volume pompé (m3)	232 125	298 555	264 955	266 194	321 720	20,9%
Temps de fonctionnement (h)		2 801	3 163	3 717	4 055	9,1%
UDEP DE LESVELLEC	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	345 553	371 997	251 033	363 814	321 399	-11,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	1 533	1 116	824	1 243	1 271	2,3%
Volume pompé (m3)	225 370	333 341	304 777	292 668	252 791	-13,6%
Temps de fonctionnement (h)		4 229	1 956	4 179	3 445	-17,6%

Poste de relèvement

PR DE BEAU SOLEIL	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 300	1 505	1 246	1 488	1 618	8,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	243	245	268	308	220	-28,6%
Volume pompé (m3)	5 360	6 136	4 656	4 830	7 357	52,3%
Temps de fonctionnement (h)	670	767	582	603	920	52,6%
PR DE BERVAL	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	11 451	13 426	10 900	13 576	14 131	4,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	218	142	213	213	213	0,0%
Volume pompé (m3)	52 614	94 284	51 060	63 596	66 200	4,1%
Temps de fonctionnement (h)	1 957	2 619	1 705	1 474	1 540	4,5%
PR DE CATRIC	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	3 009	3 094	3 386	3 148	3 265	3,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	377	316	324	313	363	16,0%
Volume pompé (m3)	7 975	9 800	10 450	10 048	9 003	-10,4%
Temps de fonctionnement (h)	319	392	418	401	360	-10,2%
PR DE KERLIS	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 202	1 316	1 112	1 196	1 246	4,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	362	346	408	356	371	4,2%
Volume pompé (m3)	3 322	3 806	2 728	3 358	3 362	0,1%
Temps de fonctionnement (h)	302	346	248	305	306	0,3%
PR DE KERMELIN	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	30 778	47 447	30 206	17 025	31 439	84,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	287	277	271	168	232	38,1%
Volume pompé (m3)	107 190	171 180	111 510	101 623	135 594	33,4%
Temps de fonctionnement (h)	1 985	3 170	2 065	1 881	2 551	35,6%
PR DE KEROLET	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	19 203	21 256	16 878	17 194	25 633	49,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	1 899	1 840	1 820	553	527	-4,7%
Volume pompé (m3)	10 112	11 552	9 272	31 113	48 613	56,2%
Temps de fonctionnement (h)	1 264	1 444	1 159	1 037	1 620	56,2%

PR DE KEROZER	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	983	849	926	1 029	1 107	7,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	157	165	184	230	204	-11,3%
Volume pompé (m3)	6 246	5 148	5 022	4 467	5 433	21,6%
Temps de fonctionnement (h)	347	286	279	298	340	14,1%
PR DE LA BRIQUETTERIE	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 448	1 802	1 840	2 059	2 908	41,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	158	159	174	146	214	46,6%
Volume pompé (m3)	9 171	11 329	10 593	14 139	13 604	-3,8%
Temps de fonctionnement (h)	493	590	623	764	767	0,4%
PR DE LAN MENN	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	489	316	168	1 078	202	-81,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	25	30	74	192	69	-64,1%
Volume pompé (m3)	19 410	10 590	2 280	5 612	2 910	-48,1%
Temps de fonctionnement (h)	647	353	76	98	97	-1,0%
PR DE LISCUIT	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	5 760	7 282	7 020	7 705	6 036	-21,7%
Consommation spécifique (Wh/m3)	107	102	95	95	113	18,9%
Volume pompé (m3)	53 984	71 092	74 228	81 474	53 368	-34,5%
Temps de fonctionnement (h)	1 928	2 539	2 651	2 910	1 906	-34,5%
PR DE PARC LANN	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	495	750	514	652	640	-1,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	66	44	46	46	44	-4,3%
Volume pompé (m3)	7 460	17 080	11 120	14 125	14 521	2,8%
Temps de fonctionnement (h)	373	854	556	706	726	2,8%
PR DE PETIT RULLIAC	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	4 822	7 187	5 640	6 045	5 615	-7,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	222	213	213	209	208	-0,5%
Volume pompé (m3)	21 700	33 760	26 420	28 867	27 055	-6,3%
Temps de fonctionnement (h)	1 085	1 688	1 321	1 374	1 288	-6,3%
PR DE PLAISANCE	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 328	1 628	1 378	1 458	1 900	30,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	162	134	140	126	147	16,7%
Volume pompé (m3)	8 175	12 190	9 871	11 556	12 893	11,6%
Temps de fonctionnement (h)	322	450	350	445	522	17,3%
PR DES TROIS ROIS	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 538	1 680	1 374	2 024	1 785	-11,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	199	187	209	209	201	-3,8%
Volume pompé (m3)	7 740	8 982	6 570	9 680	8 887	-8,2%
Temps de fonctionnement (h)	430	499	365	537	494	-8,0%
PR DU POTEAU	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	6 547	7 659	6 952	7 463	9 165	22,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	214	199	218	218	219	0,5%
Volume pompé (m3)	30 537	38 421	31 941	34 290	41 850	22,0%
Temps de fonctionnement (h)	1 131	1 423	1 187	1 270	1 527	20,2%

PR GOA LISCUIT	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 889	767	728	818	718	-12,2%
Consommation spécifique (Wh/m3)	212	513	506	529	482	-8,9%
Volume pompé (m3)	8 892	1 494	1 440	1 546	1 490	-3,6%
Temps de fonctionnement (h)	988	166	160	172	166	-3,5%
PR LE CHAMP DES OISEAUX	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 449	1 807	2 080	2 559	1 836	-28,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	181	177	131	135	157	16,3%
Volume pompé (m3)	8 020	10 200	15 820	18 909	11 682	-38,2%
Temps de fonctionnement (h)	401	510	791	945	584	-38,2%
PR LE LOC	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	8 429	7 869	6 862	9 934	9 986	0,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	67	128	137	76	138	81,6%
Volume pompé (m3)	125 070	61 410	50 249	130 332	72 213	-44,6%
Temps de fonctionnement (h)	4 169	2 047	3 807	4 344	2 407	-44,6%
PR LES PRES DE COETDIGO	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	31 508	28 001	19 112	21 555	21 688	0,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	399	377	360	362	364	0,6%
Volume pompé (m3)	78 890	74 200	53 157	59 514	59 625	0,2%
Temps de fonctionnement (h)	2 254	2 120	1 509	1 700	1 742	2,5%
PR RUE DE LA GARE	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	227	113	308	321	260	-19,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	174	213	880	556	587	5,6%
Volume pompé (m3)	1 304	530	350	577	443	-23,2%
Temps de fonctionnement (h)	163	81	53	88	68	-22,7%
PR ZA ST THEBAUD	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	650	1 540	1 317	1 750	2 560	46,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	74	80	66	63	59	-6,3%
Volume pompé (m3)	8 799	19 329	19 971	27 931	43 405	55,4%
Temps de fonctionnement (h)	419	920	992	1 330	2 067	55,4%
PR ZAC OUEST	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	6 905	7 226	6 658	6 789	6 515	-4,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	146	142	144	148	135	-8,8%
Volume pompé (m3)	47 250	50 820	46 270	45 780	48 160	5,2%
Temps de fonctionnement (h)	675	726	661	654	688	5,2%
PR_LE PORLAIR	2009	2010	2011	2012	2013	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	1 156	1 354	1 308	1 358	1 256	-7,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	988	913	893	1 006	924	-8,2%
Volume pompé (m3)	1 170	1 483	1 464	1 350	1 360	0,7%
Temps de fonctionnement (h)	78	96	96	116	90	-22,4%

6.3. Le bilan de conformité détaillé par usine

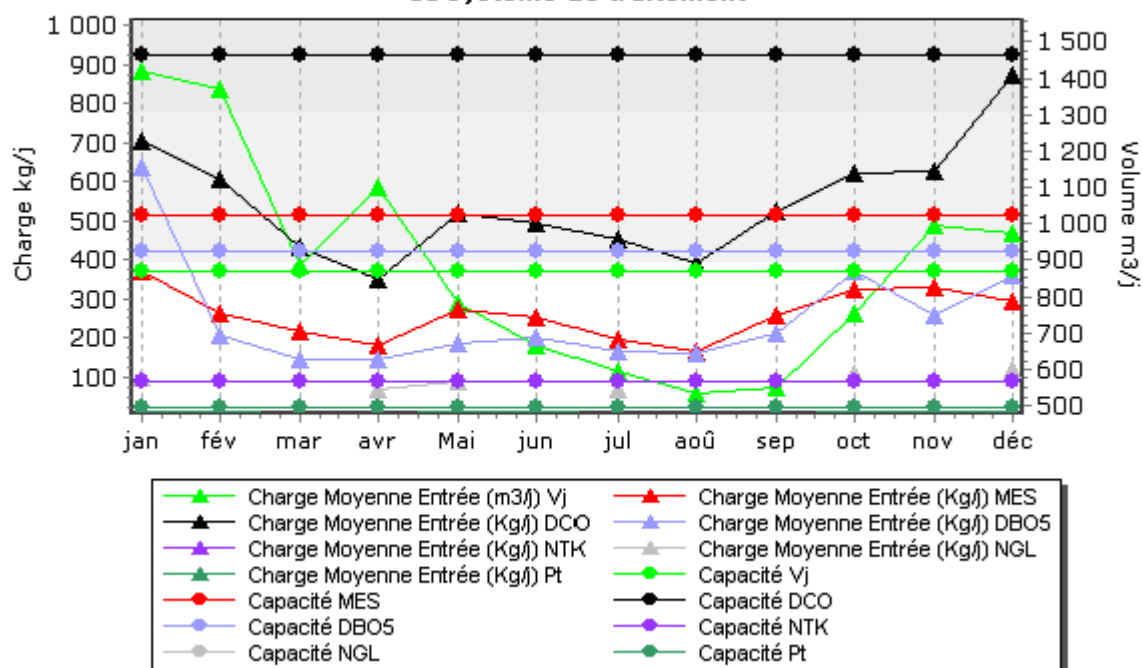
UDEP DE BEAUREGARD

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	1 421	2 / 2	372	705	639	98,0	98,4	12,8
février	1 369	2 / 2	261	604	205	-	-	11,1
mars	886	1 / 2	217	434	142	-	-	5,9
avril	1 100	1 / 2	179	351	143	66,0	66,3	7,0
mai	780	0 / 2	271	521	187	85,8	86,0	9,4
juin	665	0 / 2	250	492	200	-	-	8,0
juillet	595	0 / 2	196	452	167	65,4	65,7	6,5
août	531	0 / 2	165	391	159	-	-	6,9
septembre	547	0 / 2	256	523	213	-	-	6,6
octobre	754	1 / 2	324	621	370	105,6	105,8	11,3
novembre	996	1 / 2	328	625	259	-	-	9,2
décembre	973	0 / 2	291	872	360	116,8	117,1	12,7

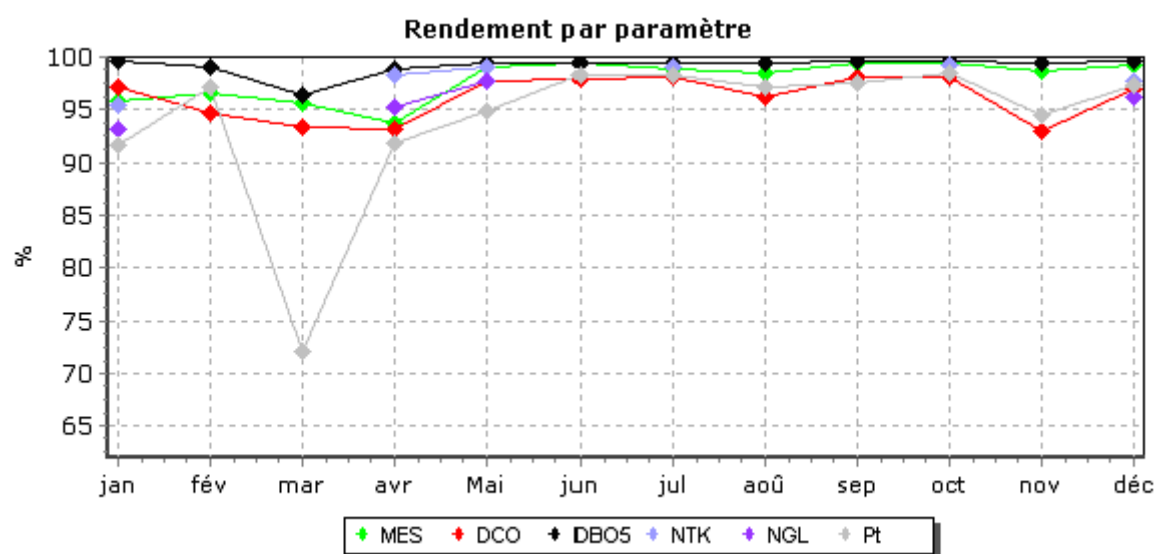
(*) Hors conditions normales de fonctionnement.

Evolution mensuelle des charges en entrée comparées aux capacités épuratoires du système de traitement

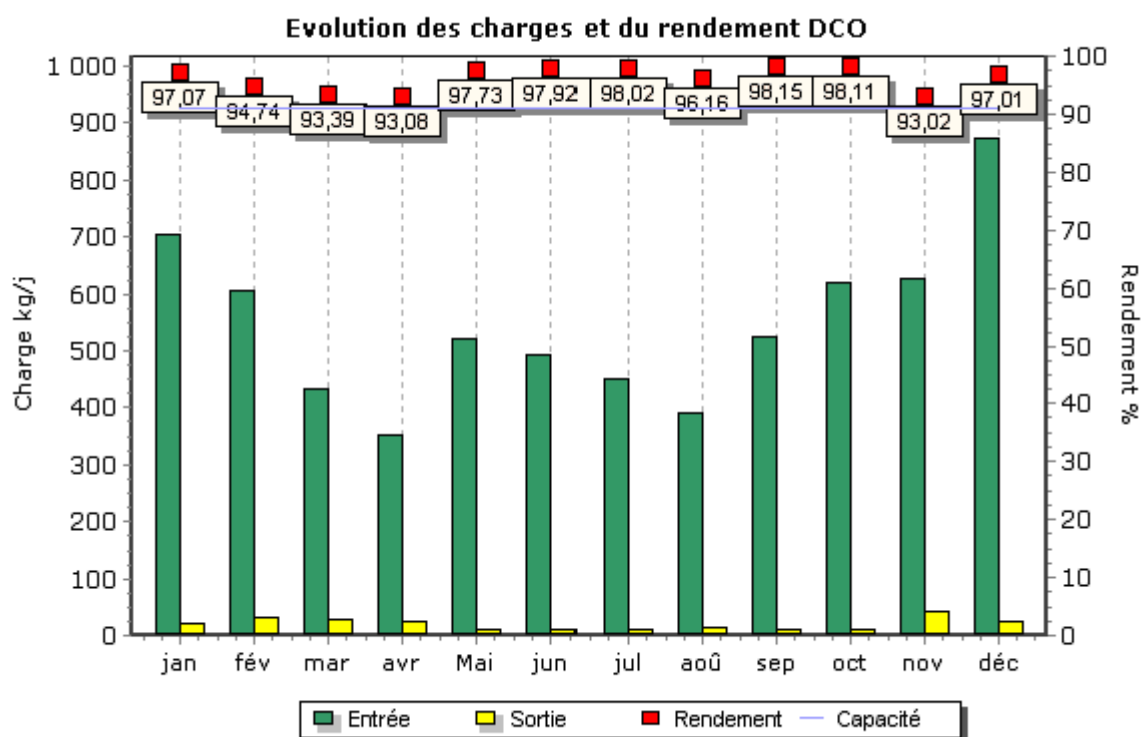
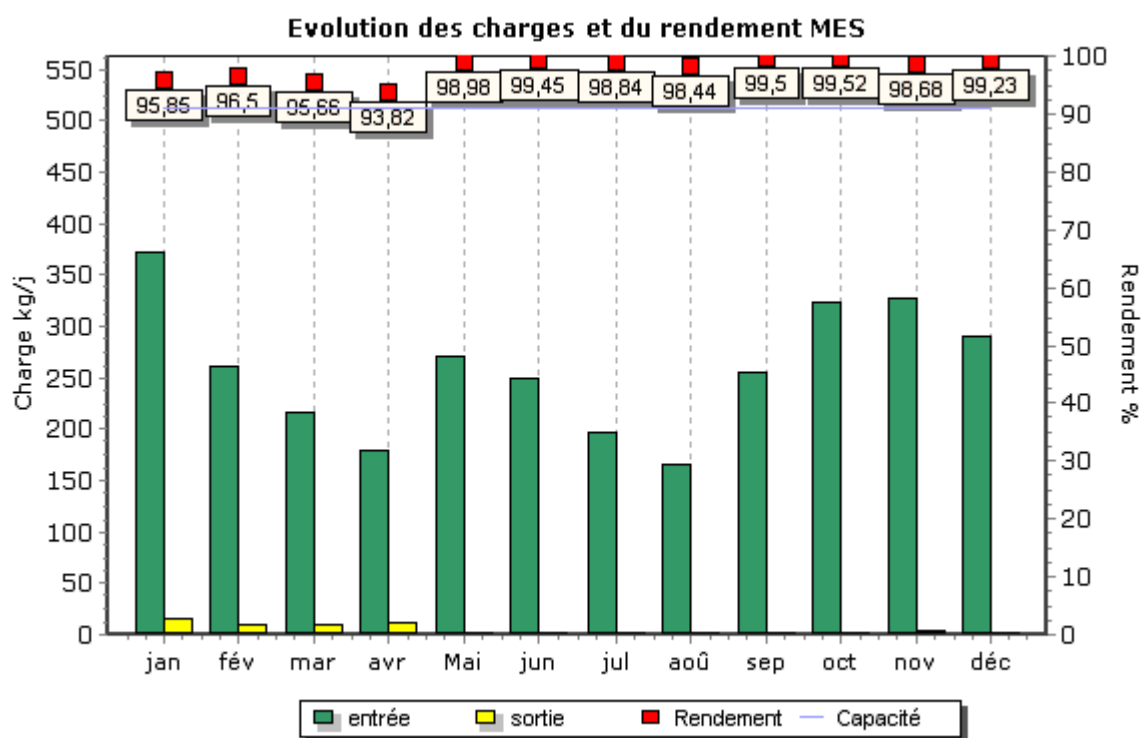


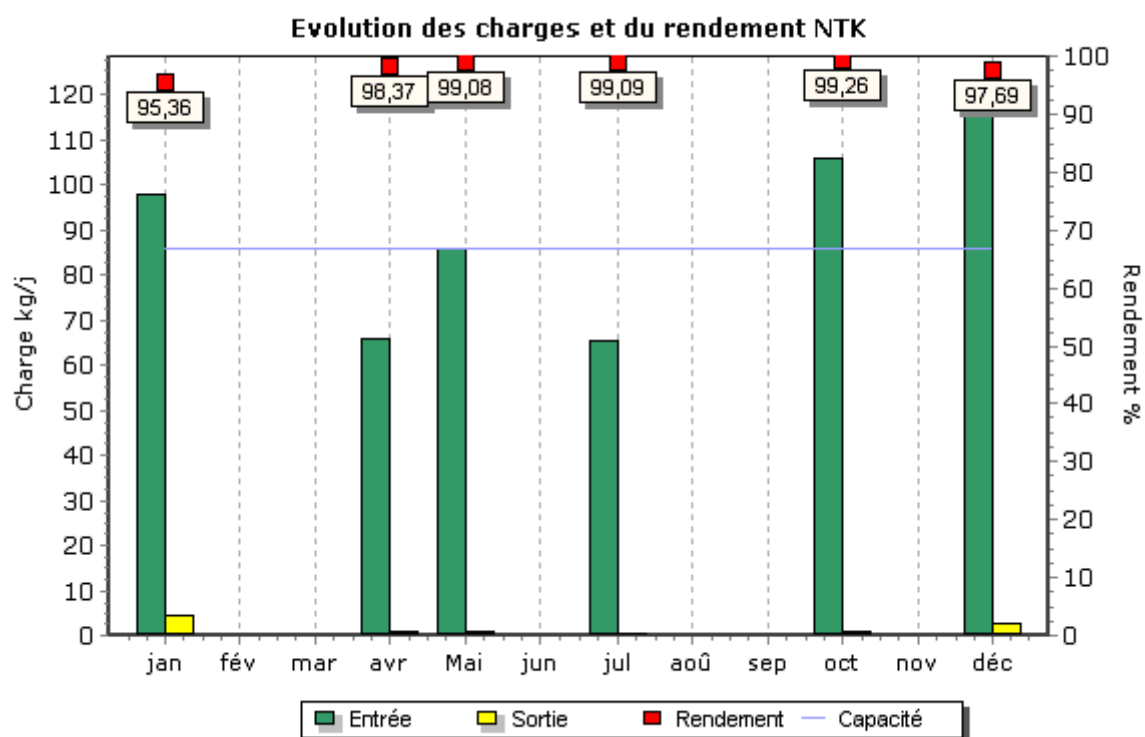
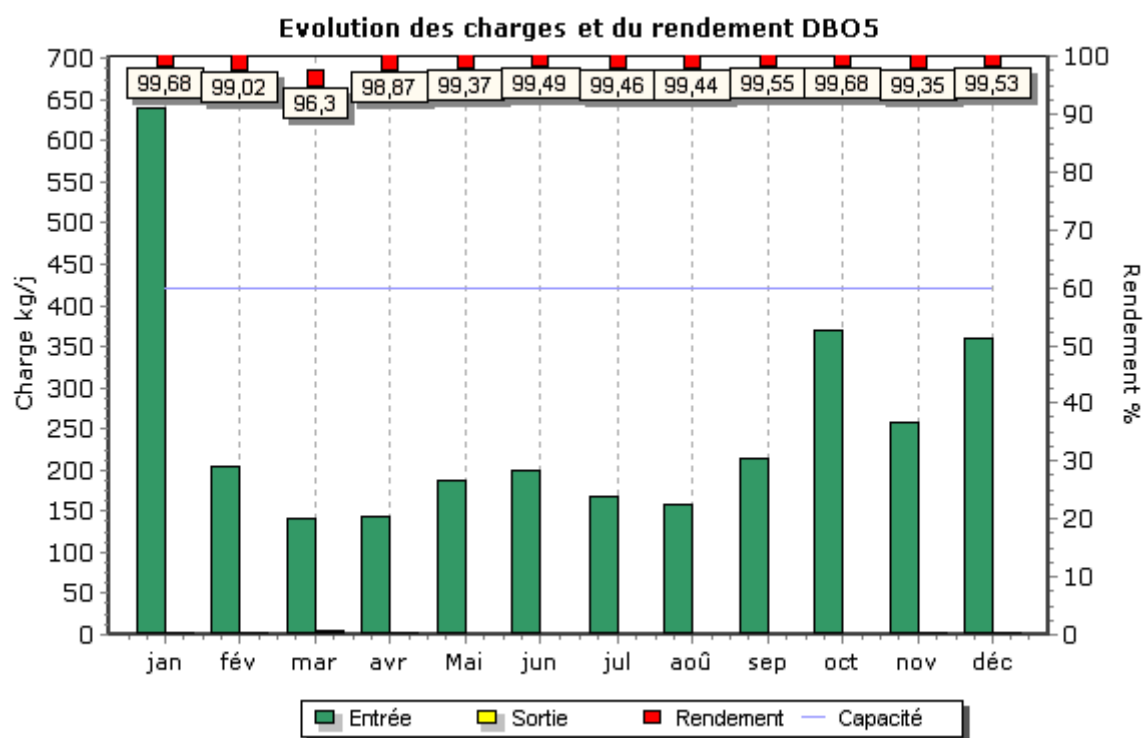
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

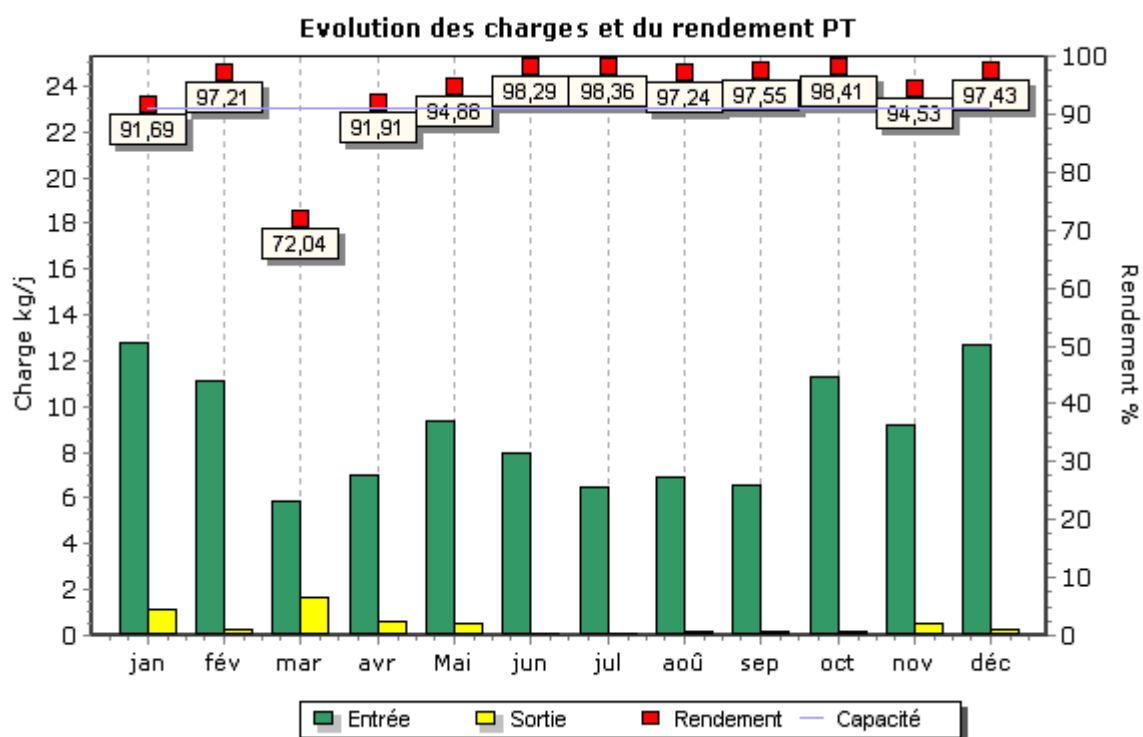
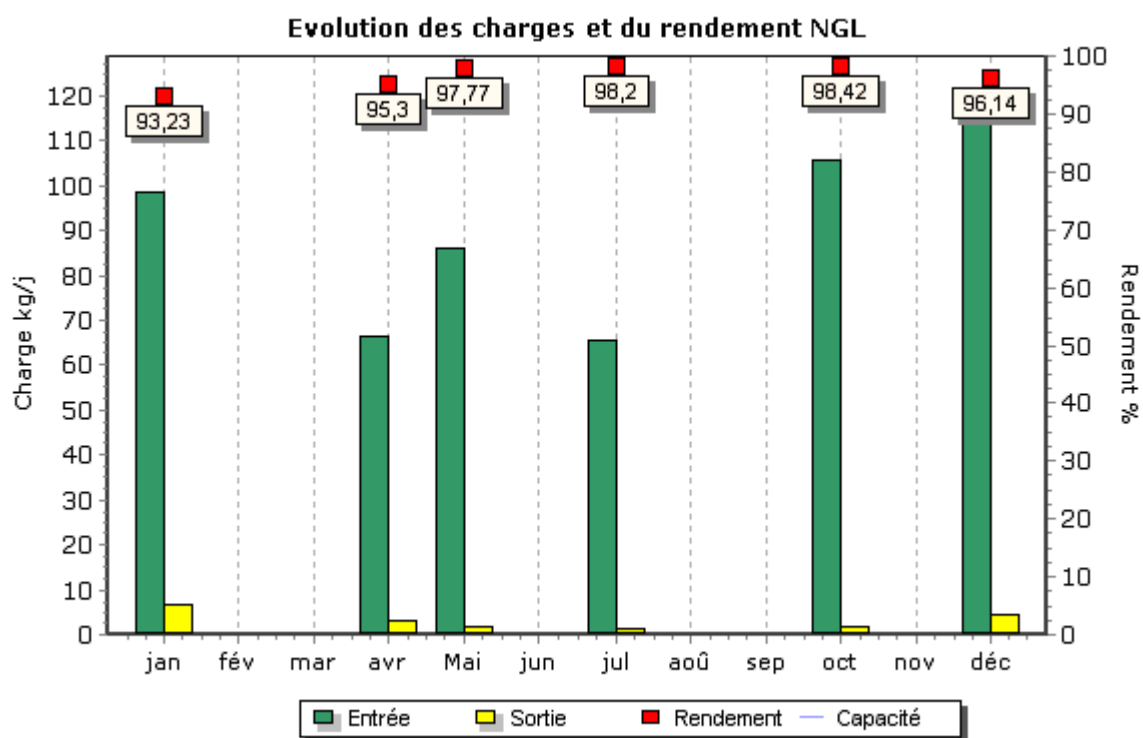
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	15	95,9	21	97,1	2	99,7	5	95,4	7	93,2	1	91,7
février	9	96,5	32	94,7	2	99,0					0	97,2
mars	9	95,7	29	93,4	5	96,3					2	72,0
avril	11	93,8	24	93,1	2	98,9	1	98,4	3	95,3	1	91,9
mai	3	99,0	12	97,7	1	99,4	1	99,1	2	97,8	1	94,9
juin	1	99,5	10	97,9	1	99,5					0	98,3
juillet	2	98,8	9	98,0	1	99,5	1	99,1	1	98,2	0	98,4
août	3	98,4	15	96,2	1	99,4					0	97,2
septembre	1	99,5	10	98,2	1	99,6					0	97,6
octobre	2	99,5	12	98,1	1	99,7	1	99,3	2	98,4	0	98,4
novembre	4	98,7	44	93,0	2	99,4					1	94,5
décembre	2	99,2	26	97,0	2	99,5	3	97,7	5	96,1	0	97,4



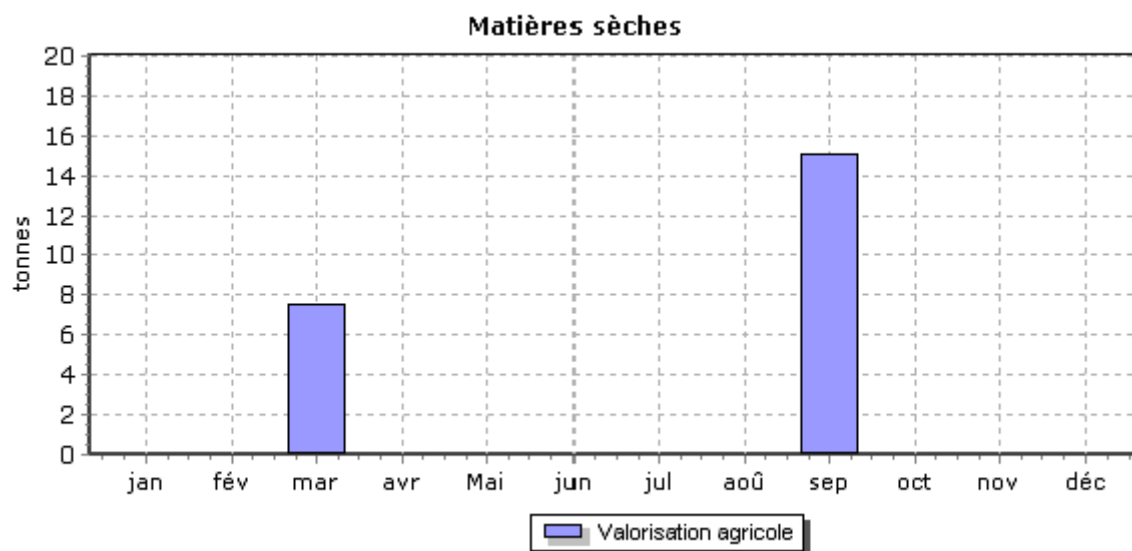
Evolution des charges et du rendement par paramètre







Boues évacuées par mois



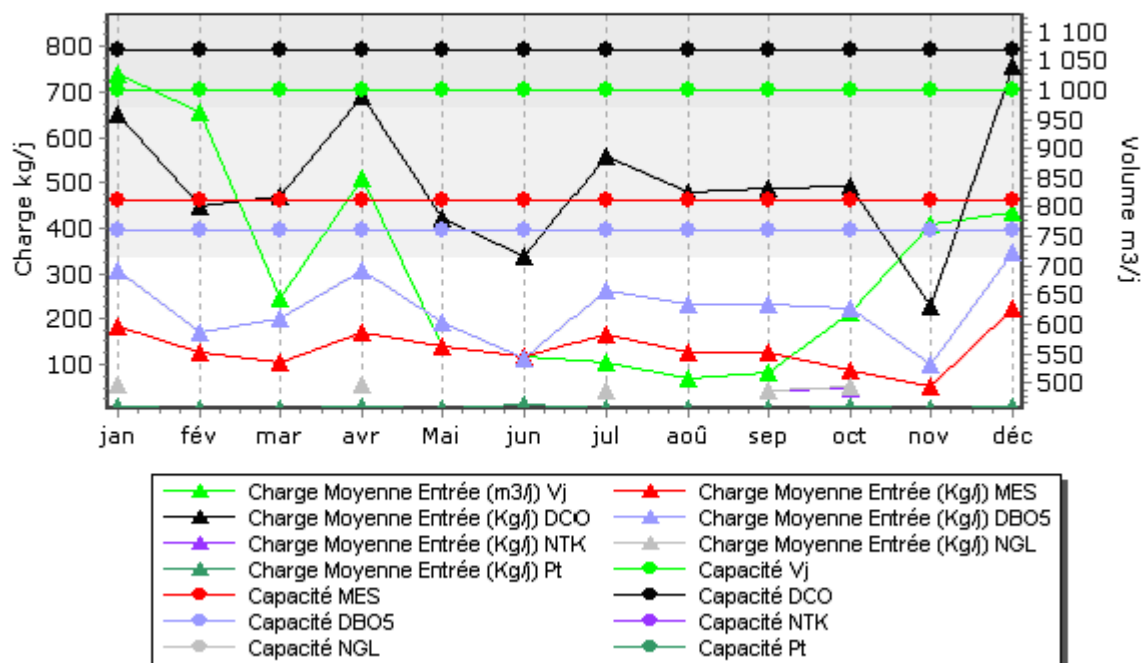
UDEP DE LESVELLEC

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	1 027	0 / 1	185	651	308	54,4	54,7	7,6
février	961	1 / 1	125	447	173	-	-	4,8
mars	644	0 / 1	103	472	200	-	-	5,0
avril	849	0 / 1	170	691	306	56,9	57,2	7,3
mai	562	0 / 1	141	422	191	-	-	5,1
juin	545	0 / 1	120	339	115	-	-	10,4
juillet	535	0 / 1	166	559	262	42,8	43,0	5,4
août	507	0 / 1	127	477	233	-	-	5,0
septembre	518	0 / 2	129	488	232	42,0	42,1	4,5
octobre	622	0 / 1	87	492	224	49,7	49,9	5,9
novembre	772	1 / 1	51	229	100	-	-	3,9
décembre	793	0 / 1	222	755	349	-	-	7,9

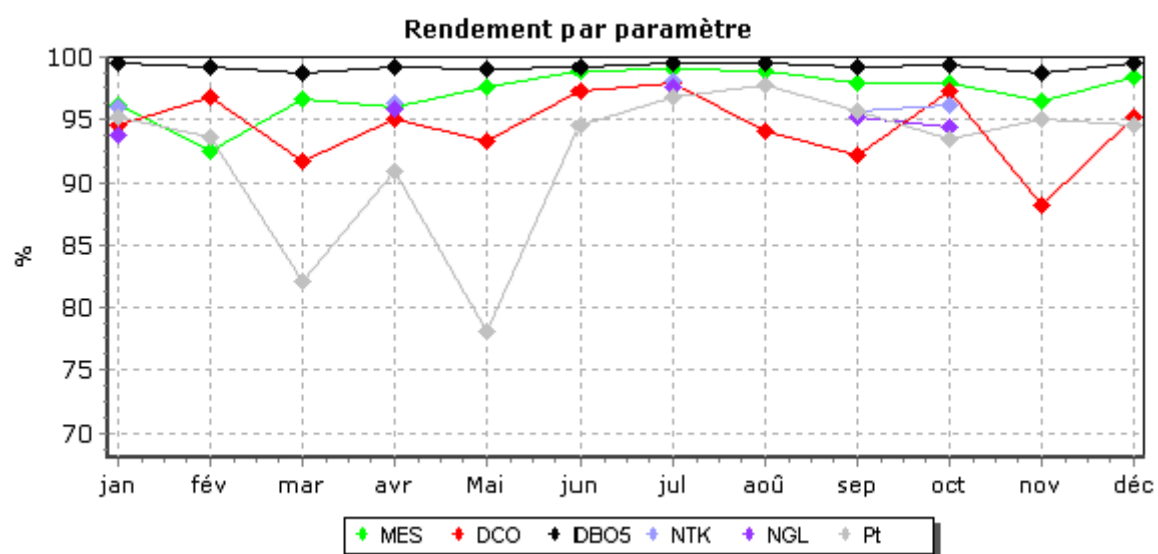
(*) Hors conditions normales de fonctionnement.

Evolution mensuelle des charges en entrée comparées aux capacités épuratoires du système de traitement

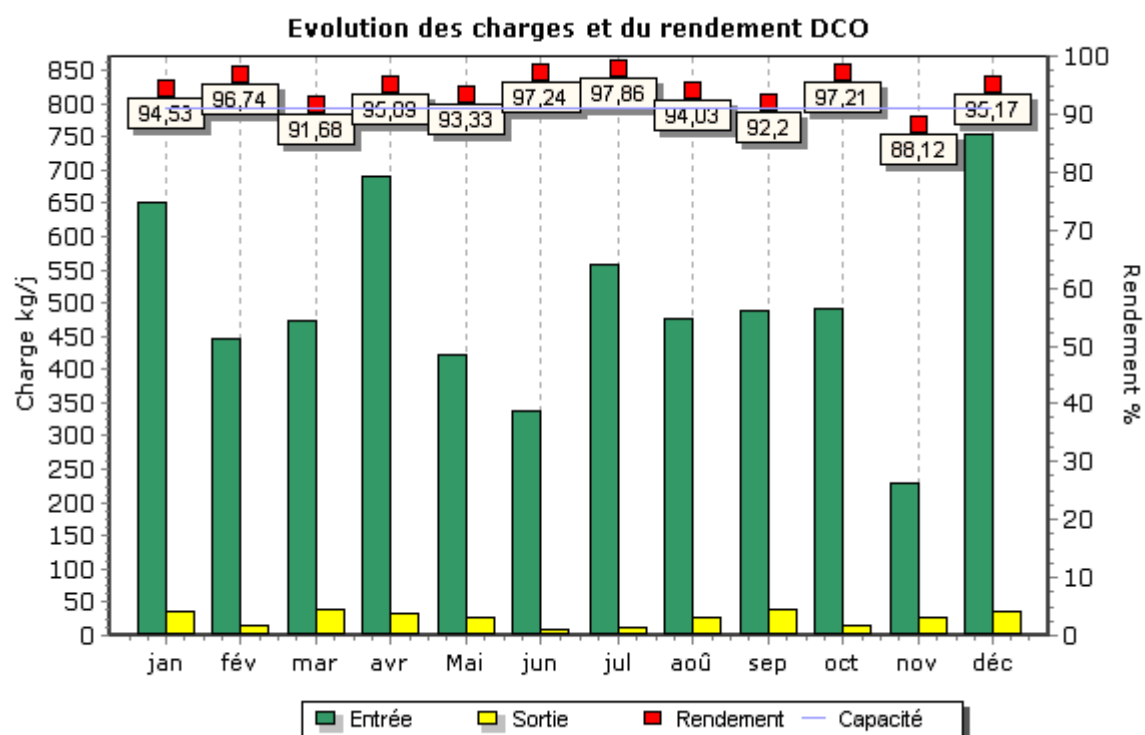
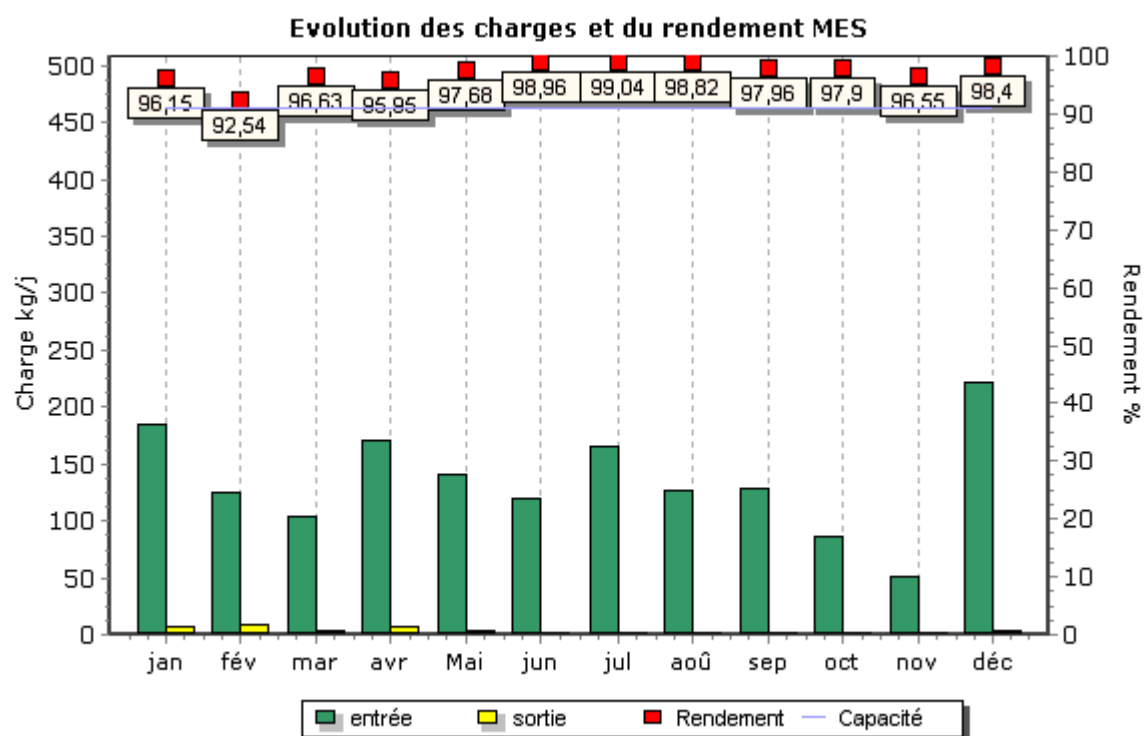


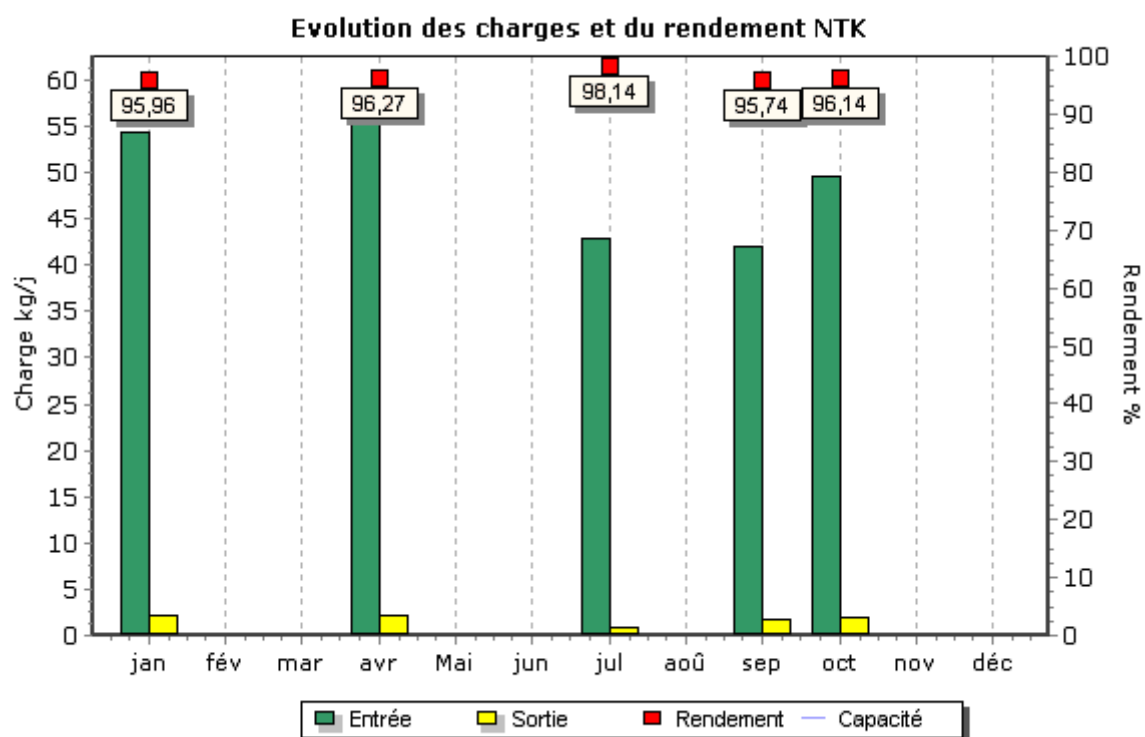
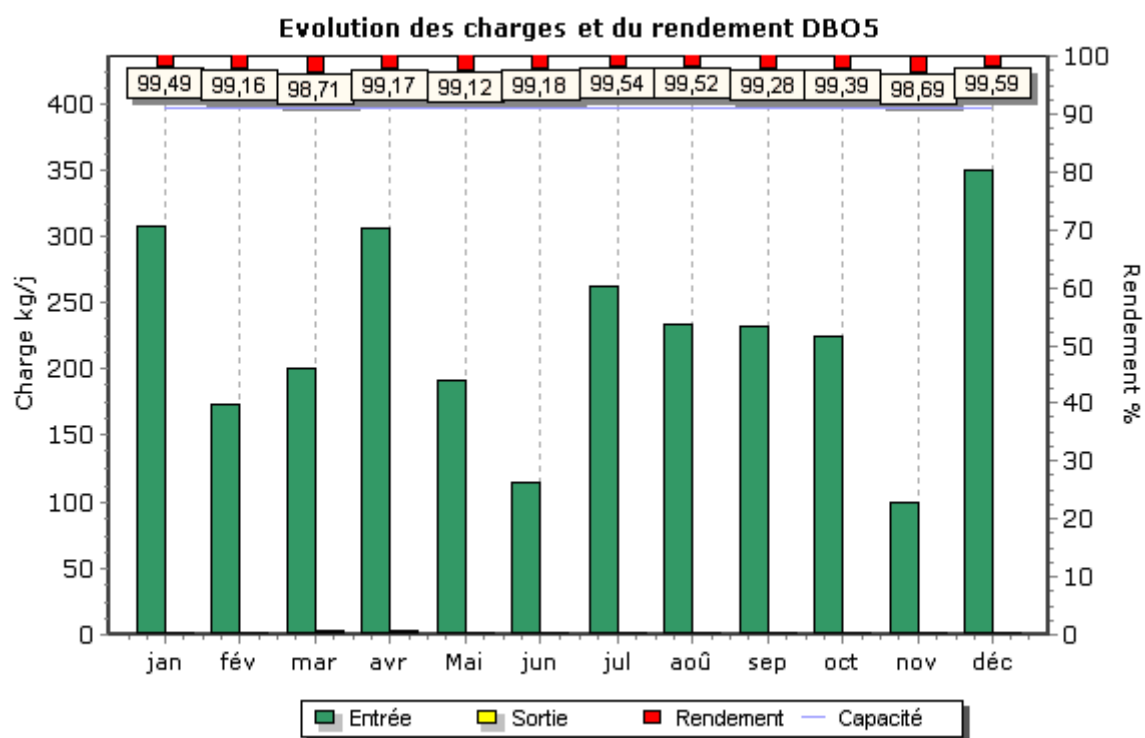
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

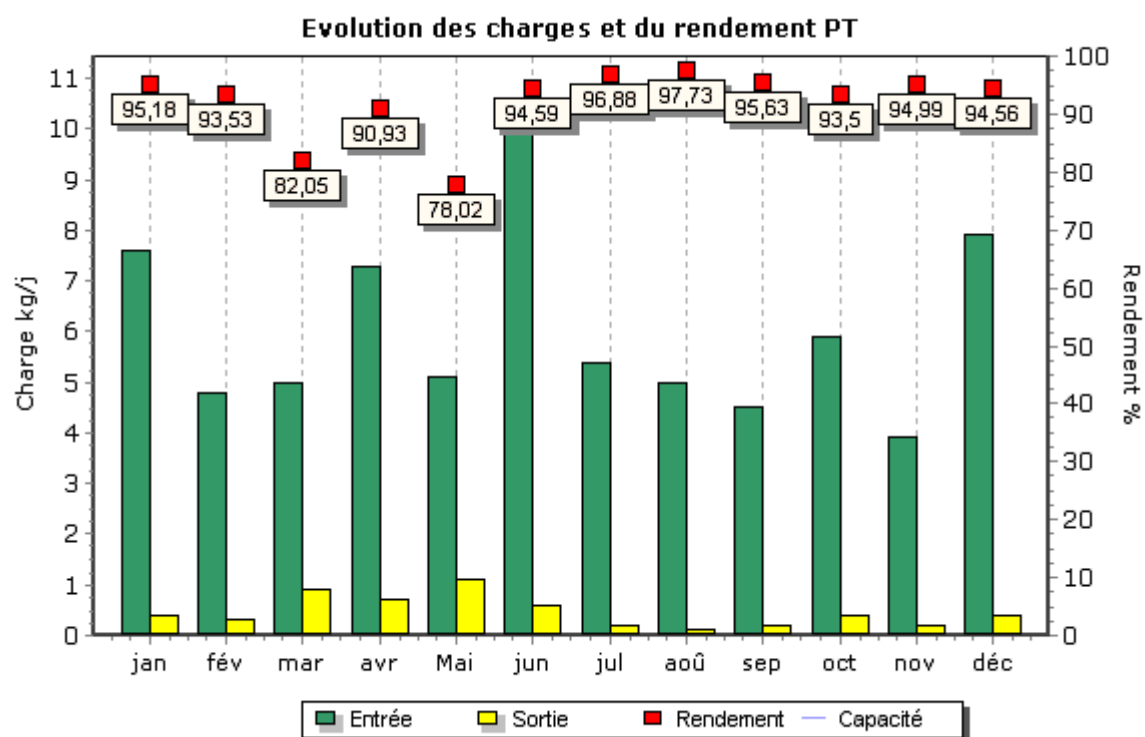
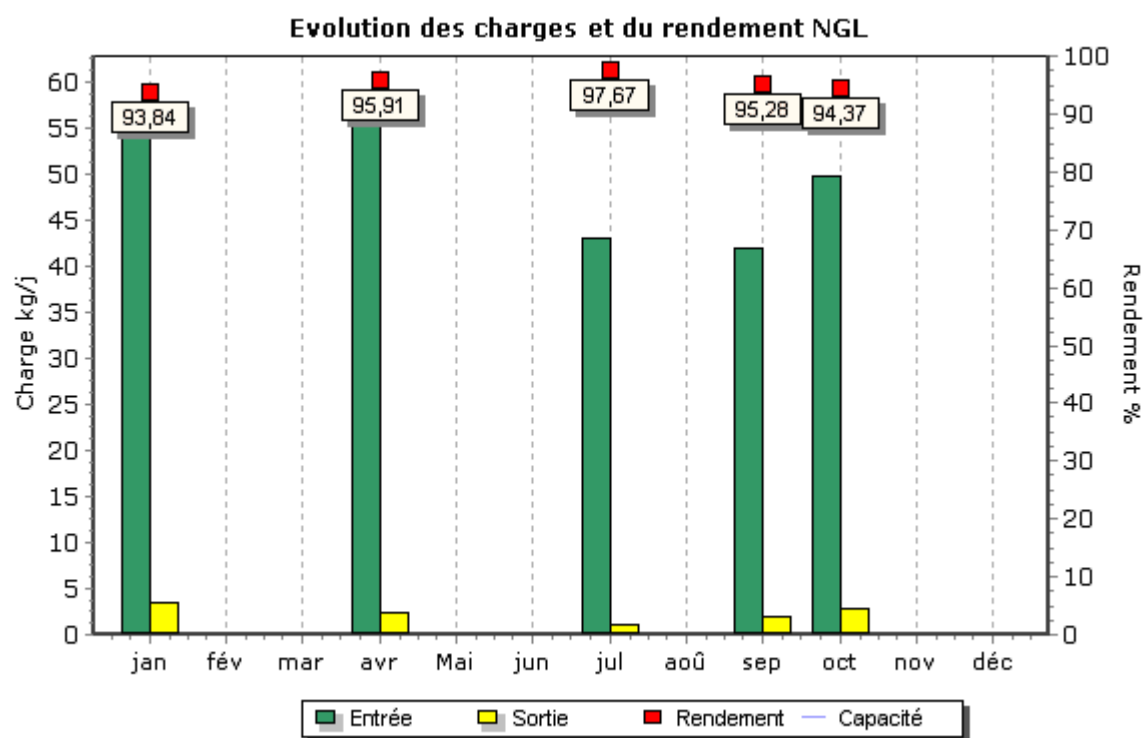
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	7	96,2	36	94,5	2	99,5	2	96,0	3	93,8	0	95,2
février	9	92,5	15	96,7	2	99,2					0	93,5
mars	4	96,6	39	91,7	3	98,7					1	82,1
avril	7	96,0	34	95,1	3	99,2	2	96,3	2	95,9	1	90,9
mai	3	97,7	28	93,3	2	99,1					1	78,0
juin	1	99,0	9	97,2	1	99,2					1	94,6
juillet	2	99,0	12	97,9	1	99,5	1	98,1	1	97,7	0	96,9
août	2	98,8	29	94,0	1	99,5					0	97,7
septembre	3	98,0	38	92,2	2	99,3	2	95,7	2	95,3	0	95,6
octobre	2	97,9	14	97,2	1	99,4	2	96,1	3	94,4	0	93,5
novembre	2	96,6	27	88,1	1	98,7					0	95,0
décembre	4	98,4	36	95,2	1	99,6					0	94,6



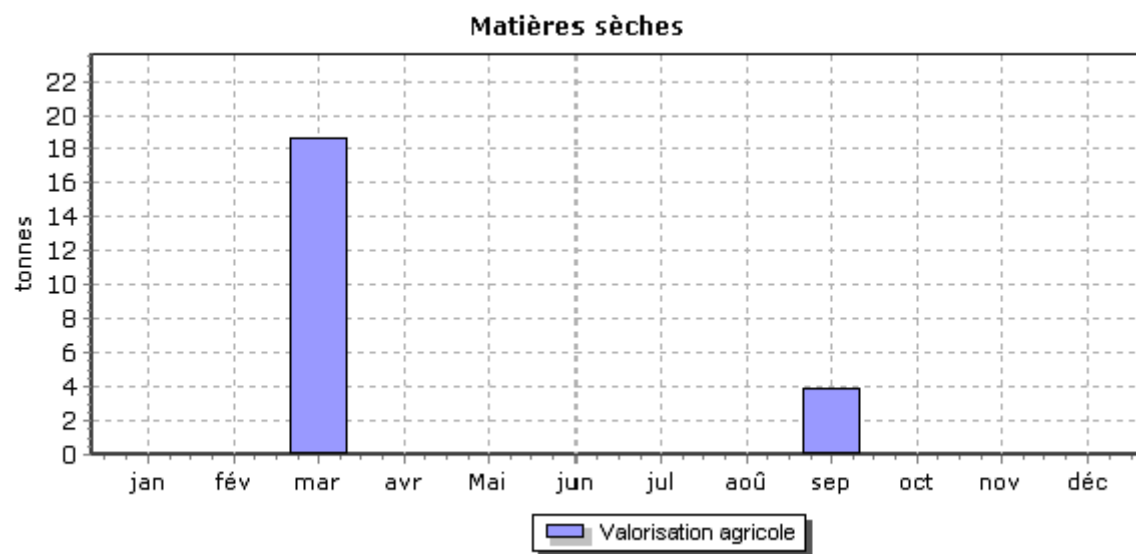
Evolution des charges et du rendement par paramètre







Boues évacuées par mois



6.4. Annexes financières

→ Les modalités d'établissement du CARE

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Déléataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2013 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région

L'organisation de la Société **Compagnie Générale des Eaux** au sein de la Région **Centre-Ouest** de VEOLIA Eau (groupe VEOLIA Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de VEOLIA Eau et de ses sociétés.

En outre, pour faire face aux nouveaux défis auxquels se trouvent confrontés ses métiers, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société **Compagnie Générale des Eaux** a pris part à la démarche engagée par VEOLIA Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés avec la mise en place de pôles régionaux.

Dans ce contexte, au sein de la Région **Centre-Ouest** de VEOLIA Eau, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE régional un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, bureau d'étude technique, service achats...).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE régional, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la direction régionale, du centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, et conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés de la Région, la Société facture au GIE régional le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE régional lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

1. Fait Marquant

Dans le contexte très évolutif dans lequel s'inscrit son activité et qui est marqué tant par des attentes renforcées des clients (traçabilité de l'eau, maîtrise des coûts...) que par une complexité croissante en

termes de savoir-faire et de technologies, VEOLIA Eau a décidé de mettre en œuvre à compter de 2012 une nouvelle organisation plus adaptée aux nouveaux enjeux du secteur.

Cette nouvelle organisation, articulée en niveaux successifs (siège national, directions régionales, centres, services, unités opérationnelles voire regroupements de contrats) se caractérise par une forte spécialisation des entités (usines, réseaux, maintenance...) partout où une taille critique peut être atteinte autour d'une spécialité donnée.

Cette approche autour de structures de spécialité, qui porte indifféremment sur les contrats de Délégation de Service Public (DSP) et Hors Délégation de Service Public (HDSP) a conduit à homogénéiser le suivi de ces contrats et à leur attribuer la quote part des frais répartis leur revenant selon le critère de la valeur ajoutée conformément à l'approche exposée au paragraphe 3.2.1.

Ces changements d'organisation sont susceptibles d'avoir modifié la répartition des charges indirectes en 2013 (ce qui est le propre de tout changement d'organisation dans toute entreprise quelle que soit la clef utilisée).

2. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente, en appréciant grâce aux données de gestion les volumes livrés aux consommateurs et non encore relevés à la clôture de l'exercice. Le cas échéant, les écarts d'estimation sont régularisés dans le chiffre d'affaires de l'année suivante.

3. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 3.1) ;
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 3.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 3.1.2).

3.1 Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation,
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement. Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes.

3.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de certains impôts locaux, etc.

A noter toutefois que l'année 2010 a vu l'entrée en vigueur de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui est venue, avec la Contribution Foncière des Entreprises, se substituer à la Taxe Professionnelle. Alors que cette dernière était largement assise sur les installations et

immobilisations attachées aux contrats (et alors imputée directement sur ceux-ci), la CVAE est calculée globalement au niveau de l'entreprise. A ce titre, elle a un caractère de charge indirecte et est répartie en application des modalités décrites au § 3.2. La CFE est quant à elle imputée directement au contrat ou à un niveau supérieur (et alors répartie en tant charge indirecte) selon le périmètre de l'assiette.

Par ailleurs, il est précisé que d'éventuels rappels de Taxe Professionnelle dus à l'issue d'un redressement (fonction des délais de reprise dont dispose l'administration même si cet impôt a été remplacé par la CET en 2010) ont été portés dans les CARE de l'année 2013, exercice au cours duquel ils ont été acquittés.

3.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : « Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques » ¹.

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :

Conformément aux préconisations de la FP2E, les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire ² dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation ³, le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;

¹ Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.

² C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.

³ L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :
- le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire ;
- la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours

- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours ⁴.

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période,

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,

⁴ Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.

- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5 % pour les investissements réalisés jusqu'au 31/12/2007 et de 1,0 % pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7 % du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractées par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où VEOLIA Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

3.1.3. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2013 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contributions sociale et exceptionnelles additionnelles

(représentant au total jusqu'à 4,67 points d'impôt) applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

3.2 Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein d'un GIE régional.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

3.2.1 Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges proviennent de chaque niveau organisationnel de VEOLIA Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, directions régionales, centres, services, unités opérationnelles (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE régional à un niveau bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau. La valeur ajoutée utilisée est celle disponible à la date de refacturation.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après facturation des prestations du GIE régional) selon le critère de la valeur ajoutée de l'exercice. Ce critère unique de répartition s'applique à chaque niveau, jusqu'au contrat. La valeur ajoutée se définit ici comme la différence entre le volume d'activité (produits) et la valeur des consommations intermédiaires (charges d'exploitation – hors frais de personnel). Le calcul permettant de déterminer le montant de la valeur ajoutée s'effectue en « cascade », ce qui permet d'en déterminer le montant à chaque niveau organisationnel. Il est donc déterminé la valeur ajoutée de chaque région, de chaque centre ; pour les services, les unités opérationnelles (et regroupements de contrats le cas échéant) on détermine la valeur ajoutée des différents périmètres géographiques couverts par ces entités ; il est également déterminé la valeur ajoutée de chaque contrat. A noter par ailleurs que compte tenu de leur montant et de leur caractère non récurrents, les rappels de taxe professionnelle acquittés en 2013 n'ont pas été portés en minoration de la valeur ajoutée.

Par ailleurs, lorsque la valeur ajoutée d'un contrat est négative ou nulle, un calcul spécifique est effectué visant à affecter à ce contrat une quote-part de frais répartis au moins égale à 5 % de son chiffre d'affaires hors travaux et hors produits des collectivités et autres organismes.

Les charges indirectes sont donc réparties, par ces imputations successives, sur les contrats au profit desquels elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 3.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

Enfin, les charges relatives aux travaux exclusifs étant en général suivies globalement au niveau d'un service alors que les produits correspondant sont suivis au niveau du contrat, il est techniquement impossible de recourir à la clé valeur ajoutée pour répartir ces charges ; elles sont donc réparties au prorata des produits.

3.2.2 Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Régions a été facturée à chaque GIE en fonction de la valeur ajoutée de la région concernée, à charge pour chaque GIE régional de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue par imputations successives, du niveau de la région jusqu'au contrat, au prorata de la valeur ajoutée.

3.3 Autres charges

3.3.1 Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 3.2 (de même que la quote part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes).

3.3.2 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2013 au titre de l'exercice 2012.

4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE régional ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du groupe VEOLIA Eau - Compagnie Générale des Eaux, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2013 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2014.

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à son Commissaire aux Comptes d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.5. Les nouveaux textes réglementaires

Certains textes présentés ci-dessous peuvent avoir un impact contractuel. VEOLIA Eau se tient à disposition pour assister la collectivité dans l'évaluation de leur impact local et la préparation en tant que de besoin des projets d'avenant.

6.5.1. SERVICES PUBLICS LOCAUX

→ Réforme de la TVA des collectivités locales affermant et nouveaux taux

Selon une **instruction publiée au BO Finances Publiques Impôts (BOFIP) du 1^{er} août 2013**, une collectivité confiant l'exploitation d'un service à un fermier réalise une activité économique imposable à la TVA lorsqu'elle met à la disposition de ce dernier- contre rémunération- des investissements qu'elle a effectués. Le nouveau régime doit être intégré dans tous les nouveaux contrats prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2014. Pour les contrats en cours, l'administration admet par tolérance la non-application de ce régime. Néanmoins, les collectivités peuvent choisir l'assujettissement.

Pour rappel : L'article 68 de la loi de finances rectificative pour 2012 (loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012) prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2014, le taux applicable aux opérations pour lesquelles la TVA est exigible :

- passe de 19,60 % à 20 % pour le taux normal ;
- et passe de 7 % à 10 % pour le taux réduit intermédiaire (ce taux s'applique notamment aux prestations d'assainissement et aux travaux dans les locaux à usage d'habitation de plus de deux ans) ;
- reste inchangé pour le taux réduit de 5,5 % (ce taux s'applique notamment aux ventes d'eau).

→ Seuils des marchés publics

Publication au Journal officiel du 29 décembre 2013 du **décret n° 2013-1259 du 27 décembre 2013** modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique conformément au règlement (UE) n° 1336/2013 de la Commission du 13 décembre 2013 modifiant les directives 2004/17/CE, 2004/18/CE et 2009/81/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les seuils d'application pour les procédures de passation des marchés.

A compter du 1^{er} janvier 2014, les seuils de procédure formalisée des marchés publics sont relevés à :

- 134 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services de l'État ;
- 207 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des collectivités territoriales ;
- 414 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 186 000 € HT pour les marchés de travaux.

→ Lutte contre les retards de paiement

La **loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013** a notamment pour objet la «lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique» et transpose à cet effet la directive européenne de 2011. Ces dispositions s'appliquent aux contrats conclus à compter du 16 mars 2013.

Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique pris en application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 fixe, par catégories de pouvoirs adjudicateurs, le délai de paiement des sommes dues en exécution des contrats de la commande publique ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dus en cas de retard de paiement.

→ *Travaux à proximité des réseaux*

Afin de renforcer la prévention des endommagements des réseaux lors de travaux effectués à proximité de ces ouvrages, et de prévenir les conséquences qui pourraient en résulter pour la sécurité des personnes et des biens, de nombreux textes réglementaires ont été initiés dont ces deux arrêtés :

L'arrêté du 15 avril 2013 habilite les inspecteurs des installations classées pour constater les infractions en matière de préparation et d'exécution de travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 19 février 2013 encadre la certification des prestataires en géo-référencement et en détection des réseaux et met à jour des fonctionnalités du télé-service « réseaux-et-canalisation.gouv.fr ». Si les différentes dispositions de l'arrêté doivent se mettre en place en plusieurs temps, certaines mesures deviennent applicables un an après l'application du dispositif anti-endommagement de réseaux. Ainsi, depuis le 1^{er} juillet 2013, la règle du dessin de la zone d'emprise du projet de travaux ou du chantier est modifiée.

De même, la nouvelle règle applicable depuis le 1^{er} juillet prévoit que :

- Pour les DT et DICT, la surface de l'emprise ne doit pas être supérieure à 20 ha, soit 200 000 m² (contre 2ha jusqu'à présent).
- La distance maximale entre 2 points de l'emprise ne peut excéder 20 km.
- La distance entre 2 polygones adjacents ne peut être supérieure à 50 mètres.

Pour les ATU ou les DT-DICT conjointes, la surface de l'emprise ne doit pas être supérieure à 2 ha soit 20 000 m² (règle inchangée).

Autre disposition prévue mais applicable au 1^{er} janvier 2014 : la déclaration multi-communes, l'emprise des travaux pourra alors être à cheval sur plusieurs communes.

→ *Clarification des procédures « urbanisme »*

Pris en application de l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012, le **décret n° 2013-142 du 14 février 2013** clarifie et simplifie les procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme. Il impose notamment de procéder, « sauf circonstances particulières », à une enquête publique unique lorsque la déclaration de projet nécessite la mise en compatibilité de plusieurs documents tels que les SCOT et les PLU.

→ *Données personnelles et télé-services locaux*

Un **arrêté du 4 juillet 2013** autorise la mise en œuvre par les collectivités territoriales, les EPCI, les syndicats mixtes, les EPL, les GIP et les SPL de traitements automatisés de données à caractère personnel ayant pour objet la mise à disposition des usagers d'un ou de plusieurs télé-services de l'administration. Ces télé-services permettent aux usagers d'accomplir leurs démarches auprès des autorités administratives.

6.5.2. SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

→ *Expérimentation d'une tarification sociale de l'eau*

La **loi n° 2013-312 du 15 avril 2013** visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre et portant diverses dispositions sur la tarification de l'eau et sur les éoliennes, dite « loi Brottes »,

prévoit un dispositif d'expérimentation pendant une période de 5 ans en matière de tarification sociale de l'eau et de l'assainissement. Des dérogations aux dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) sont autorisées pour mettre en œuvre le principe fixé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 : l'accès à l'eau dans des conditions économiquement acceptables par tous. Le dispositif repose sur la possibilité de définir des tarifs qui prennent en compte la composition ou les revenus du foyer et l'attribution d'une aide au paiement des factures ou d'une aide à l'accès à l'eau

→ *Indicateurs de performance*

L'**Arrêté du 2 décembre 2013** (JO du 19 décembre 2013, p. 20629.) modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement modifie plusieurs indicateurs permettant de suivre les performances sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement, notamment la composante "connaissance et gestion patrimoniale des réseaux" du service d'eau potable. Sont par ailleurs visés certains indicateurs spécifiques au service public d'assainissement collectif, concernant en particulier les réseaux de collecte des eaux usées. Enfin, s'agissant de l'assainissement non collectif (ANC), le texte permet d'intégrer les évolutions consécutives à l'entrée en vigueur de l'arrêté du 27 avril 2012 relatif à l'exécution de la mission de contrôle des installations d'ANC.

6.5.3. QUALITE DES EAUX

→ *Programme nitrates : dernière ligne droite*

Le **décret n° 2013-786 du 28 août 2013** relatif aux programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole modifie la procédure de consultation de l'APCA et du Comité national de l'eau sur le programme d'actions national prévue à l'article R. 211-81-3 du code de l'environnement : ces deux instances disposent désormais d'un délai de deux mois pour faire connaître leurs avis, qui seront réputés favorables à l'issue de ce délai. Le décret modifie, par ailleurs, le décret no 2011-1257 du 10 octobre 2011 relatif aux programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole : il prolonge la période transitoire pendant laquelle les programmes d'actions départementaux demeurent applicables simultanément à la mise en œuvre du programme d'actions national, dont le terme était initialement fixé au 30 juin 2013. La période transitoire durera jusqu'à l'entrée en vigueur du programme d'actions régional, au plus tard le 31 août 2014.

Les deux arrêtés du 23 octobre 2013 complètent le 5^{ème} programme de lutte contre la pollution par les nitrates agricoles :

- **Le premier** finalise le programme d'actions national pour les zones vulnérables aux nitrates : il fixe les conditions relatives à l'épandage de lisiers riches en azote sur des sols pentus et détrempés, à la couverture végétale des sols en période pluvieuse et à la mise en place de bandes végétalisées le long des cours d'eau.
- **Le second** encadre les programmes d'actions régionaux applicables aux zones les plus vulnérables, et prévoit, pour établir ces plans, la mise en place d'un groupe de concertation (agences de l'eau, agriculteurs, associations de protection de la nature...).

→ *Programme de surveillance de l'état des eaux*

Circulaire du 29 janvier 2013 relative à l'application de l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié établissant le programme de surveillance de l'état des eaux, pour les eaux douces de surface (cours d'eau, canaux et plans d'eau). L'objet de la présente circulaire est de préciser les modalités d'application de l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux concernant les eaux

douces de surface (cours d'eau, canaux et plans d'eau), pour chacune de ses composantes. Elle apporte certaines préconisations utiles à la mise en œuvre de réseaux complémentaires, pour favoriser la cohérence de l'ensemble des données collectées, et rappelle l'organisation et le calendrier relatifs à la DCE

6.5.4. EAU USEES ET ENVIRONNEMENT

→ *Taxe sur les boues d'épuration : l'administration fiscale précise l'assiette*

L'Administration fiscale a précisé le **11 juillet 2013** l'assiette de la taxe destinée à financer le fonds de garantie des risques liés à l'épandage des boues d'épuration urbaines ou industrielles prévue par l'article L. 425-1 du Code des assurances. Les producteurs de boues d'épuration ne peuvent se voir réclamer cette taxe qu'à raison des boues qu'ils ont l'autorisation d'épandre et dans la limite des seules quantités prévues par cette autorisation.

→ *Feuille de route eau, biodiversité et paysages*

Une **circulaire du 11 février 2013**, précisant la feuille de route des services déconcentrés pour la période 2013/2014, fixe les priorités nationales dans les domaines de l'eau, de la biodiversité et des paysages, en adéquation avec le budget 2013-2015. La priorité réside dans l'application des directives européennes telles que la directive-cadre sur l'eau (DCE), la directive-cadre stratégie pour les milieux marins (DCSMM), et les directives Habitats et Oiseaux. La circulaire insiste particulièrement sur la coordination entre les services de l'Etat, et brosse un tableau de la nouvelle planification relative à l'eau, à la biodiversité et aux paysages.

6.5.5. EAUX USEES ET DECHETS

→ *Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets*

Le **décret n° 2013-4 du 2 janvier 2013** étend aux ICPE soumises à enregistrement l'obligation faite à l'exploitant de transmettre chaque année au préfet une déclaration des émissions polluantes et des déchets produits, déclaration envoyée par voie électronique en principe au plus tard le 31 mars, qui était applicables aux ICPE soumises à autorisation. L'obligation de déclaration annuelle concerne désormais à peu près toutes les ICPE soumises à enregistrement ou autorisation, et notamment des STEP urbaines d'une capacité supérieure à 100 000 EH.

→ *ICPE et information sur l'état de pollution des sols*

Le **décret n° 2013-5 du 2 janvier 2013** vient préciser les obligations des exploitants d'ICPE soumises à garanties financières en cas de pollution des sols : constitution d'un état des sols assorti de mesures de gestion en cas de dangers ou inconvénients, protection de la santé, de la sécurité et de la salubrité publiques, encadrement des servitudes d'utilité publique, compétence de police attribuée au préfet.

→ *Contrôle des installations classées et des déchets*

Une **circulaire du 19 juillet 2013** précise les modalités d'action de la police de l'environnement, en particulier pour les ICPE et les déchets, réformée par l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012, notamment sur les points suivants : conditions de visite différentes selon que cette visite a lieu initialement sur le fondement de la police administrative ou pénale, renforcement de la protection du domicile privé, outils de sanctions administratives, déroulement de la phase du contradictoire. Les nouvelles dispositions sont entrées en application le 1^{er} juillet 2013.

6.6. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour VEOLIA Eau, à chaque abonnement correspond un client distinct : le nombre d'abonnements est égal au nombre de clients.

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté d'autorisation de déversement signé par la collectivité responsable de l'ouvrage où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO₅/jour) et en capacité hydraulique (m³/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche environnementale effectuée par le délégataire

Certification ISO 9001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche management qualité effectuée par le délégataire

Certification OHSAS 18001 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche sécurité et santé effectuée par le délégataire

Client (abonné) :

Personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). (cf. circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Pour VEOLIA Eau, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P203.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P204.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application de l'arrêté du 22 juin 2007 [P205.3] :

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau [P 254.3] :

Parmi les bilans de fonctionnement des équipements d'épuration réalisés sur 24h, nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral rapporté au nombre total de bilans (arrêté du 2 mai 2007)

Conformité réglementaire des rejets :

L'indice mesure la conformité des rejets aux prescriptions de rejet définies dans la réglementation ou dans l'arrêté préfectoral.

DBO₅ :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO₅ est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Défini en 1987 comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. ». C'est un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable, tout en reposant sur une nouvelle forme de gouvernance qui encourage la mobilisation et la participation de tous les acteurs de la société civile aux processus de décision.

Equivalent-habitant :

Flux journalier moyen de pollution, correspondant à la quantité de DBO₅ (en grammes/jour) des eaux brutes en entrée de système de traitement divisé par 60. Un équivalent-habitant (EH) rejette en effet 60 grammes de DBO₅ par jour.

Habitants desservis :

Population INSEE des communes desservies après correction en cas de couverture partielle d'une commune. Cette donnée est consultable sur le site internet de l'INSEE à compter de 2009 (décret n° 2008-1477 du 30/12/2008).

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

- ◆ 0 point : absence de plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées ou plan très incomplet ;
- ◆ + 10 points : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement ;
- ◆ + 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R. 554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année.

L'obtention des 15 points précédents est nécessaire avant de pouvoir ajouter les points suivants :

- ◆ + 10 points : existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code et, pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.

Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

La procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.

- ◆ + 10 points : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié du linéaire total des réseaux étant renseigné.

Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

Un total de 40 points est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités locales. Ils doivent être obtenus pour que le service puisse bénéficier des points supplémentaires suivants :

- ◆ + 10 points : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.

Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.

- ◆ + 10 points : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs...).
- ◆ + 10 points : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées ;
- ◆ + 10 points : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ;
- ◆ + 10 points : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement...) ;
- ◆ + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite ;
- ◆ + 10 points : mise en oeuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins trois ans).

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, les éléments indiqués aux points B et C suivants n'étant pris en compte que si la somme des points mentionnés au point A atteint 80. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

A – Éléments communs à tous les types de réseaux

- ◆ + 20 : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...)
- ◆ + 10 : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)
- ◆ + 20 : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en oeuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement
- ◆ + 30 : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- ◆ + 10 : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes
- ◆ + 10 : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur

B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs

- ◆ + 10 : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes

- ◆ + 10 : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS

MES :

Matières en suspension. Les MES sont un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

Est recensé le nombre de points du réseau de collecte des eaux usées (unitaire ou séparatif) nécessitant au moins 2 interventions par an (préventives ou curatives). Ce nombre est rapporté à 100 km de réseaux de collecte des eaux usées, hors branchements. (Arrêté du 2 mai 2007)

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration :

Quantité de boues, exprimée en tonnes de matières sèches, qui sortent du périmètre des ouvrages d'épuration du service ou qui sont comptabilisées à l'amont des filières d'incinération ou de compostage en cas de traitement sur site ; ces boues contiennent les réactifs ajoutés aux boues brutes et sont comptabilisées en sortie du périmètre des ouvrages d'épuration, donc avec prise en compte des éventuels effets de stockage sur site.

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques. (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. L'indicateur est le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Le nombre de débordements et d'inondations correspond au nombre de demandes d'indemnisation présentées par des tiers, usagers ou non du service. Le taux de débordement est obtenu en rapportant le nombre de demandes d'indemnisation au millier d'habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Est défini comme le nombre d'abonnés du service public d'assainissement collectif rapporté au nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectif dans l'agglomération

d'assainissement au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales. Le taux de desserte ne peut être établi qu'après définition des zones d'assainissement collectif et non collectif. On estime qu'un abonné est desservi par un réseau d'assainissement dès lors qu'un réseau existe devant l'immeuble. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de raccordement :

Pourcentage des clients desservis effectivement raccordés au réseau d'assainissement (Nombre de clients effectivement raccordés / nombre de clients desservis). La politique en matière d'autosurveillance et d'assainissement non collectif doit être mise en parallèle de l'appréciation de l'indicateur.

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

6.7. Autres annexes

Linéaire des réseaux

Compte

LINEAIRE DU RESEAU

(Extraction SIG)

commune	ST AVE
Étiquettes de lignes	Somme de longueur giris (m)
MEUCON EU STEP RTE GRANDCHAMP	116,92
AC	116,92
200	116,92
ST AVE EU	64201,87
AC	35374,87
125	84,07
150	6658,38
200	27734,37
250	717,39
300	180,66
AC CHE	1256,37
150	22,74
200	1233,63
F	1361,12
150	107,45
200	1129,38
300	124,29
GRES	1364,48
200	1364,48
PE	858,96
200	858,96
PVC	23986,07
80	6,4
125	50,37
160	914,89
200	23014,41
Total général	64318,79

commune	ST AVE
Étiquettes de lignes	Somme de longueur giris (m)
ST AVE REF EU	12750,49
PE	338,11
63	338,11
PEHD	510,23
90	510,23
PVC	11902,15
75	1760,33
90	957,86
110	7214,21
140	1795,62
200	174,13
Total général	12750,49

POSE				DEPOSE		
Nature	DN	Long.		Nature	DN	Long.
SAINT AVE						
	N - 5	N - 4	N - 3	N - 2	N - 1	N
LINEAIRE TOTAL POSE		1306 ml	4009 ml	1353	0 ml	0 ml
LINEAIRE TOTAL DEPOSE		553 ml	0 ml	1456	0 ml	0 ml
PROPORTION DE LINEAIRE RENOUVELE		0,90%	0,00%	2,22%	0,00%	0,00%

Annexe : Détail Linéaire du Réseau - 03 - Financement Privé

POSE				DEPOSE		
Nature	DN	Long.		Nature	DN	Long.
SAINT AVE						
ZAC de Beau Soleil	PVC	200	1110,00			
Lot. Le Petit Rulliac	PVC	200	73,00			
Rue de Bellevue	PVC	160	48,00			
	POLYPROPYLENE	200	196,00			
	N - 5	N - 4	N - 3	N - 2	N - 1	N
LINEAIRE TOTAL POSE		260,2 ml	40 ml	148 ml	0 ml	1 427 ml
LINEAIRE TOTAL DEPOSE		0 ml	0 ml	0 ml	0 ml	0 ml
PROPORTION DE LINEAIRE RENOUVELE		0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

Commune de SAINT AVE

Facturation par SAUR

Année 2013

Nombre de Clients au 31/12/2013

4517

Désignation	Nombre	Volumes en m3	Montant Collectivité	
			p.u.	montant
FACTURATION SAUR				
ABONNEMENT				
1er Semestre	4371		5,09 €	22 248,39 €
2nd Semestre	4226		5,09 €	21 510,34 €
Branchements communaux	1		10,18 €	10,18 €
Annulations/réémissions	-13		-	67,31 €
Souscriptions/résiliations	1441			1 050,71 €
Sous total Abonnement				44 752,31 €
CONSOMMATION				
Exercice 2013				
		441	- €	- €
		122 122	0,31 €	37 857,82 €
		215 012	0,61 €	131 157,32 €
Exercice 2012				
		658	- €	- €
		464	0,3100 €	143,84 €
		-2 329	0,6100 €	1 420,69 €
Exercices antérieurs				
		737	- €	- €
		-737	0,6100 €	449,57 €
Sous total Consommation		336 368		167 288,72 €
FACTURATION VEOLIA				
INDUSTRIELS				
Centre Hospitalier Spécialisé	1			10,18 €
06 378 001 102 58401		30	0,31 €	9,30 €
		27 475	0,61 €	16 759,75 €
SILGOM Cuisine	1			10,18 €
06 378 001 104 10601		30	0,31 €	9,30 €
		40 339	0,61 €	24 606,79 €
La Margelle	1			10,18 €
06 378 001 104 09201		61	0,31 €	18,88 €
		10 433	0,61 €	6 364,86 €
Frimor	1			10,18 €
06 378 001 104 09401		30	0,31 €	9,30 €
		932	0,61 €	568,52 €
Sous total Produits VEOLIA		79 330		48 387,42 €
A déduire				
Rbt traitements effluents MEUCON		26 826	-	8 047,80 €
Créances irrécouvrables			-	1 004,32 €
Sous total factures irrécouvrables				9 052,12 €
Total des produits de l'année		415 698 m3	251 376,33 €	
Au débit				
Impayés en cours			-	5 412,55 €
Régularisation			-	9,60 €
Au crédit				
Reprise des impayés années antérieures				6 393,59 €
Montant total à reverser				252 347,77 €
Acomptes reversés				
		le 01/04/2013	-	30 661,64 €
		le 31/01/2014	-	10 071,51 €
		le 15/03/2014	-	81 298,47 €
		le 01/04/2014	-	128 004,56 €
Montant à Solder à la Collectivité				2 311,59 €



Qui sommes-nous ?

89 094 collaborateurs;

101 millions de personnes alimentées en eau potable dans le monde

71 millions d'habitants bénéficiant du service d'assainissement dans le monde

Chiffres 2012

Document à usage externe

Crédits photos : © Photothèque Veolia: Christophe Majani d'Inguibert, Jean Marie Ramès, Samuel Bigot, Olivier Guerrin, Stéphane Harter/agence VU

Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux - SCA au capital de 2.207.287.340,98 euros - 575008 Paris RCS Paris 572 025 526 - Tous droits réservés - 2014

